

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ

INFORMATIONS STATISTIQUES

SOMMAIRE :

- I. Mouvements de la main-d'oeuvre dans l'industrie sidérurgique de la Communauté en 1955
- II. La répartition par âge des ouvriers des mines de fer ainsi que de l'industrie sidérurgique de la Communauté
- III. Les échanges intérieurs de produits du Traité entre les pays de la Communauté
- IV. Une enquête sur les budgets familiaux des travailleurs des industries de la Communauté

Annexe : Tableaux statistiques

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ

INFORMATIONS STATISTIQUES

SOMMAIRE :

- I. Mouvements de la main-d'oeuvre dans l'industrie sidérurgique de la Communauté en 1955
- II. La répartition par âge des ouvriers des mines de fer ainsi que de l'industrie sidérurgique de la Communauté
- III. Les échanges intérieurs de produits du Traité entre les pays de la Communauté
- IV. Une enquête sur les budgets familiaux des travailleurs des industries de la Communauté

Annexe : Tableaux statistiques

SOMMAIRE

I.	MOUVEMENTS DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE DE LA COMMUNAUTE EN 1955	3 - 8
II.	LA REPARTITION PAR AGE DES OUVRIERS DES MINES DE FER AINSI QUE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE DE LA COMMUNAUTE	9 - 23
III.	LES ECHANGES INTERIEURS DE PRODUITS DU TRAITE ENTRE LES PAYS DE LA COMMUNAUTE	25 - 28
IV.	UNE ENQUETE SUR LES BUDGETS FAMILIAUX DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DE LA COMMUNAUTE	29 - 32

ANNEXE STATISTIQUE :

I. CHARBON

GRAPHIQUE DE LA SITUATION GENERALE DE L'ECONOMIE CHARBONNIERE DE LA COMMUNAUTE	I
PRODUCTION DE HOUILLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE	II
STOCKS TOTAUX DE HOUILLE AUX MINES ET STOCKS TOTAUX DE COKE DANS LES COKERIES DE LA COMMUNAUTE	III
ECHANGES DE HOUILLE A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE (LIVRAISONS DES PAYS DE LA COMMUNAUTE AUX AUTRES PAYS DE LA COMMUNAUTE)	IV
IMPORTATIONS DE HOUILLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE EN PROVENANCE DE PAYS TIERS	V
IMPORTATIONS DE HOUILLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE EN PROVENANCE DES ETATS-UNIS	VI

	PAGE
EXPORTATIONS DE HOUILLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ VERS DES PAYS TIERS	VII
LIVRAISONS DE HOUILLE, COKE DE FOUR, AGGLOMÉRÉS, BRIQUETTES ET SEMI-COKE DE LIGNITE AUX CONSOMMATEURS DE LA COMMUNAUTÉ	VIII
II. SIDERURGIE	
GRAPHIQUE DE LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE SIDÉRURGIQUE DE LA COMMUNAUTÉ	IX
PRODUCTION MARCHANDE DE MINÉRAI DE FER DE LA COMMUNAUTÉ	X
PRODUCTION DE FONTE ET DE FERRO-ALLIAGES AUX HAUTS FOURNEAUX DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ	XI
PRODUCTION D'ACIER BRUT ET DE FER AU PAQUET DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ	XII
PRODUCTION DE PRODUITS FINIS DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ	XIII
PRODUCTION DE PRODUITS FINIS PAR CATEGORIES DE PRODUITS	XIV
FONTE BRUTE, ACIER BRUT ET PRODUITS LAMINÉS. ÉCHANGES À L'INTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ (RÉCEPTION DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EN PROVENANCE D'AUTRES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ)	XV
FONTE BRUTE, ACIER BRUT ET PRODUITS LAMINÉS. IMPORTATIONS DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EN PROVENANCE DE PAYS TIERS	XVI
FONTE BRUTE, ACIER BRUT ET PRODUITS LAMINÉS. EXPORTATIONS DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ VERS DES PAYS TIERS	XVII
MINÉRAI DE FER. RÉCEPTIONS EN PROVENANCE DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ	XVIII
MINÉRAI DE FER. IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE PAYS TIERS	XIX

I. MOUVEMENTS DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE DE LA COMMUNAUTE EN 1955

Point de départ

Le problème des mouvements de main-d'oeuvre dans une branche d'industrie donnée est d'une importance qu'il ne faut pas sous-estimer sur le plan économique et social. Du point de vue économique, l'industrie moderne doit pouvoir disposer, dans chaque entreprise, d'un effectif stable de travailleurs de bonne formation professionnelle. Un roulement fréquent abaisse la capacité de rendement, entraîne des dépenses supplémentaires et amoindrit les possibilités d'un accroissement constant de la production. Du point de vue social, un personnel stable a de plus grandes chances d'augmenter ses revenus bien qu'on ne puisse contester aux changements d'emploi une certaine fonction équilibrante à l'intérieur d'une branche d'industrie, entre les différentes branches ainsi qu'entre les diverses régions.

Les méthodes statistiques

a) Le questionnaire

Dans le cadre des travaux entrepris par la Commission d'experts «Emploi», la Haute Autorité, en coopération avec des experts de l'industrie, des syndicats et des gouvernements, a mis au point au cours des années 1953-1954, des questionnaires communs et uniformisés permettant de suivre régulièrement les entrées et les sorties de main-d'oeuvre.

Dans l'industrie de l'acier on relève mensuellement les effectifs inscrits au début de la période, les entrées de travailleurs au cours du mois considéré (dont les ouvriers provenant d'autres usines sidérurgiques); en outre les sorties selon les motifs: licenciement, résiliation de contrat par travailleurs, décès, invalidité et mise à la retraite, autres motifs. Enfin, le questionnaire donne l'état de la main-d'oeuvre à la fin du mois considéré (questionnaire 2 - 32).

Il est évident que le nombre des entrées et sorties dépend de l'échelon (département, usine, entreprise, groupe d'entreprises) auquel ces mouvements sont recensés. Dans les notes explicatives du questionnaire il est indiqué:

«Les entrées et les sorties concernent l'usine faisant la déclaration. Les travailleurs provenant d'autres usines de la même société doivent être compris dans les entrées, de même les ouvriers passant à une autre usine de la même société doivent être comptés comme sortants. Sont également considérés comme "d'autres usines appartenant à la même société" les services de l'usine faisant la déclaration dont l'activité ne tombe pas sous le coup des dispositions du Traité».

Les mouvements de la main-d'oeuvre pris en considération portent donc

sur un champ relativement vaste, ce dont il y a lieu de tenir compte lors de comparaisons avec des statistiques analogues d'autres pays.

b) La mesure des mouvements

En vue de mesurer l'ampleur des mouvements de main-d'oeuvre, on détermine en premier lieu les effectifs moyens pour l'année considérée (1955). Ensuite, on calcule le total annuel des travailleurs entrés au cours de l'année (de même que le total des sorties ou des différentes catégories de sorties). Ces totaux sont ensuite exprimés en % des effectifs moyens.

Un exemple permettra de comprendre la méthode: En 1955 il y a eu dans l'industrie de l'acier de la Communauté environ 419000 travailleurs inscrits en moyenne. Le total des entrées de janvier à décembre 1955 s'est élevé à 78000; le coefficient d'entrée ($\frac{78\,000}{419\,000} \times 100$) était donc d'environ 19 %. De façon analogue, on peut calculer un coefficient de sortie, ou un coefficient pour les divers motifs de sortie. Les résultats pour 1955 sont reproduits dans les tableaux chiffrés ci-après.

Mouvements de main-d'oeuvre dans l'industrie sidérurgique de la Communauté en 1955
(Total annuel des entrées et sorties en % du chiffre moyen des effectifs) a)

PAYS	TOTAL DES ENTRÉES	DONT TRAVAILLEURS PROVENANT D'AUTRES ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE	SORTIES POUR CAUSE DE :					ENSEMBLE
			LICENCIEMENT	RESILIATION DU CONTRAT	DECES	INVALIDITE	AUTRES MOTIFS	
ALLEMAGNE (R.F.)	16,85	0,67	1,25	4,33	0,48	1,17	3,66	10,82
BELGIQUE	22,42	2,93	2,80	9,09	0,62	1,15	3,72	17,38
FRANCE	23,29	2,07	2,42	8,54	0,63	1,30	6,86	19,75
ITALIE	14,83	1,52	2,84	1,60	0,42	1,07	5,62	11,54
LUXEMBOURG	11,06	0,44	0,73	1,50	0,48	2,36	2,86	7,94
PAYS-BAS	20,29	-	2,54	9,80	0,20	0,32	3,53	16,39
SARRE	11,60	0,51	0,73	2,94	0,37	1,97	3,44	9,46
COMMUNAUTÉ	18,59	1,41	1,93	5,64	0,52	1,28	4,78	14,15

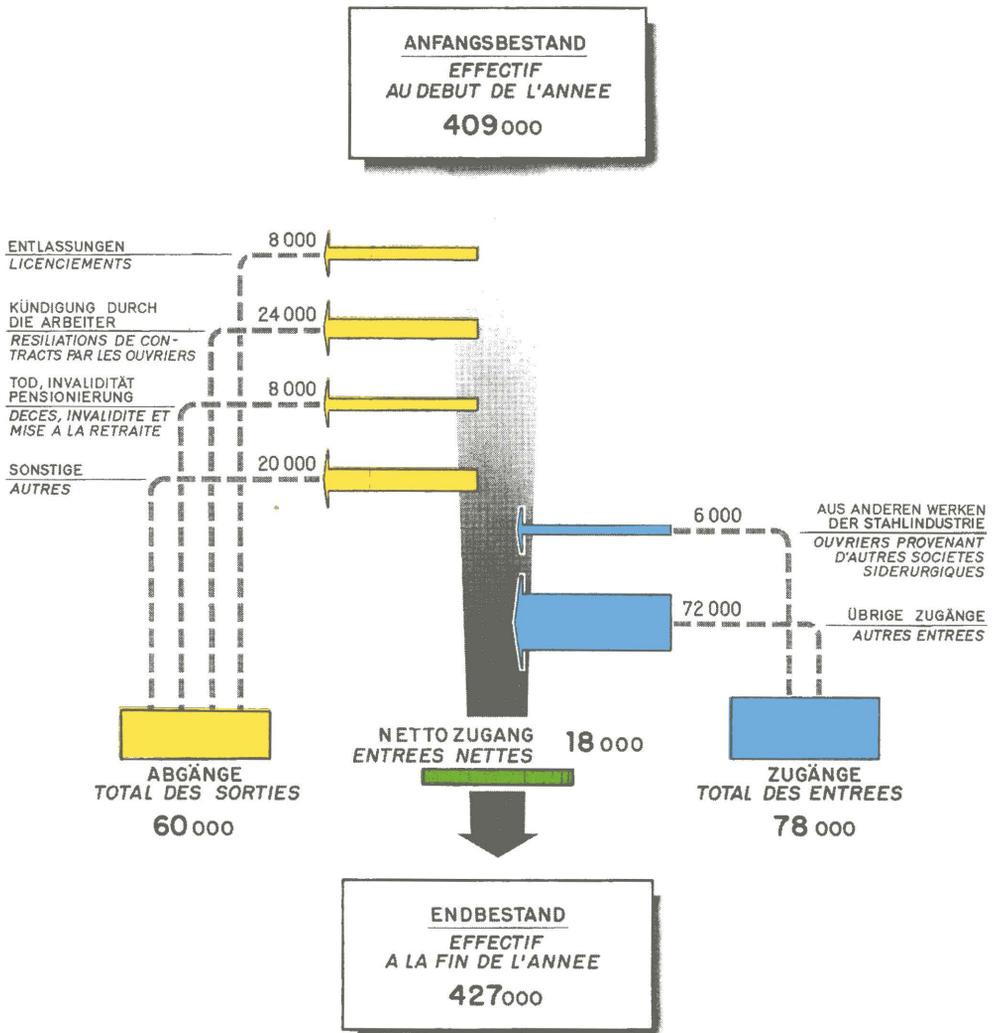
a) Les écarts entre les chiffres globaux proviennent de chiffres arrondis.

Les entrées et les sorties

Dans la Communauté, les sorties ont, en moyenne, atteint environ 14,2 % et les entrées environ 18,6 % des effectifs moyens en 1955. A cet égard, il existe des différences considérables entre les pays ainsi qu'entre les différents motifs de sortie.

DIE BEWEGUNG DER ARBEITER IN DER STAHLINDUSTRIE DER GEMEINSCHAFT IM JAHRE 1955

LA MOBILITE DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE DE LA COMMUNAUTE EN 1955



En ce qui concerne tout d'abord les sorties, les pourcentages les plus élevés ont été relevés en France, en Belgique et aux Pays-Bas; les pourcentages les plus faibles ont été trouvés aux Luxembourg, suivi par la Sarre, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie.

Une répartition d'après les motifs montre que l'ordre indiqué ci-dessus est dû dans les divers pays à des conditions très différentes. Le motif le plus important relevé est la **résiliation du contrat de travail par le travailleur**, qui a affecté environ 5,6 % de l'effectif moyen des travailleurs de l'industrie sidérurgique de la Communauté. Ce pourcentage a même atteint 9,8 % aux Pays-Bas, 9,1 % en Belgique et 8,5 % en France.

En revanche, les résiliations de contrats par les travailleurs ont été rares aux Luxembourg (1,5 % des effectifs), ce qui tient probablement au niveau relativement élevé des salaires dans l'industrie sidérurgique luxembourgeoise. L'ouvrier sidérurgiste italien n'a, lui aussi, résilié son contrat que dans un nombre de cas relativement réduit (1,6 % des effectifs moyens), ce qui pourrait s'expliquer, d'une part, par la situation particulière du marché italien du travail (chômage structurel permanent), d'autre part, par le niveau relativement élevé auquel se situe, dans le cadre de l'échelle italienne des salaires, le salaire horaire de l'industrie sidérurgique.

Le **licenciement par l'employeur** est en général beaucoup moins fréquent que la résiliation du contrat par le travailleur (1,9 % contre 5,6 % pour l'ensemble de la Communauté). En général, on peut dire que dans les pays ayant un taux relativement élevé de résiliations de contrat (Belgique, France, Pays-Bas), les licenciements par l'employeur sont également beaucoup plus fréquents. Le Luxembourg, la Sarre et la République fédérale accusent un pourcentage de résiliations de contrats et, simultanément, un pourcentage de licenciements moins élevés. L'Italie occupe une position spéciale: les travailleurs dénoncent rarement leur contrat; par contre, la fréquence des renvois est relativement élevée. L'Italie est le seul pays où le taux des licenciements ait été plus élevé en 1955. que le taux des résiliations de contrat par le travailleur.

Les **sorties pour cause de décès**, avec 0,52 % de la moyenne des effectifs, sont moins fréquentes chez les travailleurs de l'industrie sidérurgique considérées ici, que chez l'ensemble de la population masculine des pays de la Communauté.

Cela s'explique, car, dans le cas des travailleurs de l'industrie sidérurgique, il s'agit d'un groupe de population active, qui sans aucun doute jouit d'un meilleur état de santé que l'ensemble des catégories d'âge correspondantes, comprenant ceux qui ne travaillent pas.

Il existe des différences sensibles de pays à pays en ce qui concerne le taux de mortalité, qu'il s'agisse en général d'ordres de grandeur réduits. On remarquera le pourcentage particulièrement bas des cas de décès aux Pays-Bas, qui est certainement en rapport avec la pyramide des âges particulièrement favorable du personnel; les travailleurs de plus de 55 ans n'y représentent que 6 % contre p. ex. 16 % en Belgique, 13 % en France, 14 % en Allemagne, etc.

Les **sorties de main-d'oeuvre pour cause de mise à la retraite ou par suite d'invalidité** ont atteint en 1955, dans la Communauté, environ 1,28 % des effectifs

moyens. Ici apparaît le pourcentage relativement élevé du Luxembourg (2,4 %) et de la Sarre (2,0 %) ce qui tient peut être aux règlements avantageux en matière de pensions dans ces pays. Le taux particulièrement faible aux Pays-Bas (0,30 %) reflète lui aussi l'âge moyen relativement bas du personnel.

Il est très difficile d'expliquer le dernier poste assez important « autres motifs de départ » étant donné qu'ici un grand nombre de causes pourrait intervenir, telles que l'abandon de l'emploi sans préavis, appel sous les drapeaux, etc. A l'avenir il sera peut-être opportun de tenter une ventilation plus détaillée.

Comme il se conçoit, il existe une correspondance étroite entre l'ensemble des entrées et des sorties. En période de production accrue et de besoins accrus de main-d'oeuvre, les entrées doivent être particulièrement nombreuses là où les départs sont en nombre élevé; la France, la Belgique et les Pays-Bas viennent en tête, le Luxembourg et la Sarre accusent les pourcentages les plus bas.

Enfin, en ce qui concerne le va-et-vient des travailleurs à l'intérieur de l'industrie sidérurgique, les mouvements de main-d'oeuvre atteignent 1,4 % des effectifs moyens, avec des chiffres beaucoup plus élevés pour la Belgique et la France. Nos connaissances ne nous permettent pas encore de déterminer si, dans ces deux pays, la dispersion des salaires d'une usine à l'autre est plus grande que dans les autres pays, ce qui pourrait être une explication,

Entrées et accroissement net des effectifs

La charge économique résultant d'amples mouvements de main-d'oeuvre devient plus frappante encore si l'on compare le total des entrées au cours d'une année, d'une part, et l'accroissement net des effectifs qui en résulte entre le début et la fin de l'année, d'autre part.

En 1955, les effectifs de l'industrie de l'acier de la Communauté se sont accrus de 18 600 nouveaux travailleurs. Pour permettre cet accroissement net, l'entrée de 77 800 travailleurs, c.-à.-d.-4,1 fois autant, a été nécessaire !

Pour les différents pays de la Communauté, on obtient le tableau comparatif suivant (en chiffres ronds) :

Accroissement net et chiffre brut des entrées de travailleurs dans l'industrie sidérurgique de la Communauté en 1955

PAYS	ENTREES BRUTS	ACCROISSEMENT NET	ENTREES BRUTS EN % DE L'ACCROISSEMENT NET
ALLEMAGNE (R. F.)	25 000	8 840	280
BELGIQUE	10 900	2 450	445
FRANCE	28 000	4 260	657
SARRE	3 000	560	536
ITALIE	7 700	1 700	453
LUXEMBOURG	1 900	540	352
PAYS-BAS	1 400	270	519
COMMUNAUTE	77 900	18 620	414

Conclusions

Les aperçus précédents donnent aux différentes entreprises, ainsi qu'aux régions ou aux pays, la possibilité d'établir des comparaisons avec leur propre situation. Dans le cas notamment d'une comparaison des divers motifs de sortie mentionnés, il est possible de constater des divergences assez profondes et de procéder à l'examen de leurs causes déterminantes. En outre, il serait très utile d'échanger les expériences particulières faites, pour enrayer de trop forts mouvements de main-d'oeuvre.

II. LA REPARTITION PAR AGE DES OUVRIERS DES MINES DE FER AINSI QUE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE DE LA COMMUNAUTE

I. Remarques préliminaires

Les problèmes sociaux et d'administration posés par l'âge des ouvriers et les efforts des entreprises pour recruter de jeunes ouvriers qualifiés sont les raisons pour lesquelles la question de la structure par âges de la main-d'oeuvre ouvrière se pose de façon permanente. Du point de vue de la formation, notamment dans les services de production de la sidérurgie, cette question revêt une importance particulière du fait que les conditions de formation professionnelle et la carrière suivie par le personnel sont essentiellement différentes de celles de l'industrie mécanique où la formation technique conduit plus directement à des fonctions précises clairement délimitées. Il est manifeste que la connaissance de la répartition par âge des ouvriers des entreprises, jointe à celle d'autres caractéristiques structurelles, comme la situation de famille et le nombre d'enfants, est en outre nécessaire pour éclaircir toute une série d'autres questions telles que par exemple l'analyse des statistiques de salaires ou les problèmes posés par la construction de logements ouvriers.

La Haute Autorité a effectué pour la première fois une enquête uniforme sur la répartition par âge des ouvriers des mines de fer et de l'industrie sidérurgique de la Communauté, telle qu'elle se présentait à la fin du mois de décembre 1954. Les résultats figurant dans les tableaux et dans les graphiques ci-après, concernent les ouvriers et ouvrières liés à l'entreprise par un contrat de travail (ouvriers inscrits). Dans les enquêtes relatives à la répartition par âge des ouvriers des mines de fer et de l'industrie sidérurgique, les apprentis n'ont pas été compris. Si dans les tableaux qui suivent ils sont inclus dans les comparaisons, c'est parce qu'on a repris les chiffres d'ensemble relatifs à cette catégorie qui sont connus par ailleurs et qu'on les a fait entrer dans le groupe des ouvriers ayant moins de dix-huit ans.

Dans les mines de fer la catégorie «ouvriers du fond» comprend également les ouvriers travaillant à ciel ouvert qui, en raison des caractères de leur travail, sont assimilables aux ouvriers du fond des mines souterraines. La répartition par âge des ouvriers du jour comprend les ouvriers du jour des exploitations souterraines ainsi que les ouvriers travaillant dans les exploitations à ciel ouvert qui accomplissent des tâches analogues à celles des ouvriers du jour des exploitations souterraines.

La répartition par âge dans l'industrie sidérurgique s'étend aux usines dont les produits sont soumis à la juridiction du Traité instituant la C.E.C.A.

2. Répartition par âge des ouvriers des mines de fer à la fin de 1954

Les brusques écarts vers le haut et vers le bas de certaines classes d'âges, tels qu'ils se traduisent dans les tableaux et les graphiques ci-après en ce qui concerne le groupe des jeunes gens de 18 à moins de 20 ans d'une part et celui des hommes de 50 à moins de 55 ans d'autre part, lorsqu'on passe, dans les deux cas, à la classe d'âge suivante, sont caractéristiques de la structure des âges dans les branches industrielles faisant partie du marché commun. Dans les mines de fer comme dans les houillères et l'industrie sidérurgique également, plus de 80 % des ouvriers sont concentrés dans les catégories de 20 à moins de 55 ans. Par contre, les statistiques relatives aux chiffres globaux des personnes de sexe masculin travaillant dans l'ensemble des industries, y compris les industries hors Traité, des pays de la Communauté montrent qu'en moyenne les générations les plus jeunes et les plus âgées sont relativement plus nombreuses que dans les branches industrielles du marché commun dans lesquelles on demande aux ouvriers de grands efforts physiques. Dans la répartition par âge de l'ensemble des personnes de sexe masculin travaillant dans les industries de la Communauté, c'est seulement par l'incorporation du groupe allant jusqu'à 64 ans qu'on arrive à un pourcentage de travailleurs de 83 %. (a)

Dans le groupement par classes d'âge des personnes ayant de 20 à moins de 55 ans, les classes creuses apparaissant généralement dans les statistiques de ce genre correspondent à des années à faible taux de natalité ou dont l'importance est particulièrement affaibli par suite des pertes subies pendant la deuxième guerre mondiale, classes qui à la fin de 1954 constituaient le groupe des personnes ayant de 35 à moins de 40 ans (au Luxembourg, la lacune apparaît pour les personnes âgées de 30 à moins de 35 ans). Ce groupe d'âge relativement faible mais particulièrement capable de rendement se situe entre les jeunes travailleurs et les travailleurs âgés, pour ainsi dire en tant que groupe d'âge de transition, et fait apparaître certaines caractéristiques et différences typiques en ce qui concerne la nature de l'emploi et la structure des âges.

Importance relative des classes d'ouvriers ayant de 20 à moins de 35 ans et de 40 à moins de 55 ans dans la main d'oeuvre ouvrière des mines de fer de la Communauté à la fin de 1954.

(en % de: (1) du total des ouvriers occupés, (2) du nombre total des ouvriers du fond et (3) du nombre total des ouvriers du jour, à l'exception des apprentis).

PAYS	DE 20 A MOINS DE 35 ANS			DE 40 A MOINS DE 55 ANS		
	MINES DE FER TOTAL	FOND	JOUR	MINES DE FER TOTAL	FOND	JOUR
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
ALLEMAGNE (R.F.)	40,9	48,9	30,0	36,7	34,0	42,4
FRANCE	47,8	50,9	39,1	31,9	30,3	36,2
ITALIE	42,2	51,9	33,3	35,4	28,5	41,8
LUXEMBOURG	34,0	33,6	34,8	42,1	43,0	38,5
COMMUNAUTE	44,2	48,4	34,7	34,4	32,2	39,3

(a) Cette comparaison n'est pas affectée de façon sensible si l'on tient compte du fait que les statistiques relatives à la répartition par âge des ouvriers des industries de la Communauté comprennent également les ouvrières (à l'exception des statistiques relatives aux houillères allemandes).

A l'exception du Luxembourg, le plus fort pourcentage des ouvriers du fond a été représenté par les personnes de 20 à moins de 35 ans, tandis que d'autre part les travailleurs âgés (40 à moins de 55 ans) représentent un pourcentage relativement plus élevé dans les exploitations du jour. Cela résulte dans une large mesure du reclassement interne des travailleurs lorsqu'ils ont atteint une certaine limite d'âge et de rendement.

Par rapport aux autres pays, la France a accusé un pourcentage supérieur à la moyenne pour les ouvriers employés dans les mines de fer et âgés de 20 à moins de 35 ans (47,8 %), tandis que le Luxembourg se situait avec 34 % bien au-dessous de la moyenne de la Communauté (44,2 %).

3. Répartition par âge des ouvriers de l'industrie sidérurgique de la Communauté à la fin de 1954.

A la fin de 1954 les groupes d'âge les plus fortement représentés se rencontraient là aussi chez les ouvriers de 20 à moins de 55 ans. A la fin de 1954, 82,2 % des 407 000 ouvriers employés au total dans l'industrie sidérurgique de la Communauté étaient compris dans cette classe d'âge (cette proportion se réduit à 80,2 % si l'on inclut les apprentis dans les chiffres totaux).

A l'intérieur de cet important groupe d'ensemble, se manifeste comme dans l'industrie minière la césure causée par les années à faible natalité du temps de guerre 1914-1919 (35 à 40 ans). Si l'on groupe autour de cette césure les personnes âgées de 20 à moins de 35 ans d'une part et de 40 à moins de 55 ans d'autre part, on aperçoit de notables différences dans la composition par âge des ouvriers sidérurgistes des pays de la Communauté.

Répartition des ouvriers sidérurgistes âgés de 20 à moins de 35 ans et de 40 à moins de 55 ans des pays de la Communauté, à la fin de 1954.

(en pourcentage du chiffre total de chaque pays).

PAYS	DE 20 A MOINS DE 35 ANS	DE 40 A MOINS DE 55 ANS
ALLEMAGNE (R.F.)	38,5	35,3
BELGIQUE	37,0	36,0
FRANCE	42,0	31,4
SARRE	37,4	35,1
ITALIE	30,6	45,6
LUXEMBOURG	41,6	36,1
PAYS-BAS	41,2	33,4
COMMUNAUTE	38,5	35,5

A la fin de 1954, la répartition des deux groupes correspondait approximativement à la moyenne de la Communauté en Allemagne, Belgique et Sarre, tandis que la France, le Luxembourg et les Pays-Bas avaient un pourcentage au-dessus de la moyenne d'ouvriers agés de 20 à moins de 35 ans, lesquels sont en revanche relativement peu nombreux dans l'industrie sidérurgique italienne.

VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS (a) OCCUPES DANS LES MINES DE FER
FIN DECEMBRE 1954 (b)

TABLEAU 1 : OUVRIERS DU FOND (c) ET DU JOUR

CLASSES D'AGE	ALLEMAGNE (R.F.)		FRANCE		ITALIE		LUXEMBOURG		COMMUNAUTE (SANS APPRENTIS)		COMMUNAUTE (APPR. MINEURS COMPRIS)	
	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL						
Moins de 18 ans	299	1,66	170	0,67	44	1,29	14	0,58	527	1,07	2 513	4,90
de 18 à moins de 20 ans	975	5,42	1 055	4,14	106	3,11	35	1,45	2 171	4,41	2 171	4,24
de 20 à moins de 25 ans	2 797	15,54	3 220	12,65	392	11,48	255	10,59	6 664	13,52	6 664	13,00
de 25 à moins de 30 ans	2 579	14,33	4 906	19,27	562	16,47	314	13,04	8 361	16,97	8 361	16,31
de 30 à moins de 35 ans	1 983	11,02	4 050	15,91	486	14,24	250	10,38	6 769	13,74	6 769	13,21
de 35 à moins de 40 ans	1 293	7,18	2 091	8,22	397	11,63	298	12,38	4 079	8,28	4 079	7,96
de 40 à moins de 45 ans	1 889	10,50	2 664	10,47	523	15,32	379	15,74	5 455	11,07	5 455	10,64
de 45 à moins de 50 ans	2 520	14,00	2 635	10,35	395	11,57	356	14,78	5 906	11,99	5 906	11,52
de 50 à moins de 55 ans	2 186	12,15	2 814	11,06	290	8,50	279	11,59	5 569	11,30	5 569	10,87
de 55 à moins de 60 ans	1 083	6,02	1 369	5,39	179	5,24	169	7,02	2 800	5,68	2 800	5,46
de 60 à moins de 65 ans	372	2,07	422	1,66	35	1,03	58	2,41	887	1,80	887	1,73
de 65 ans et plus	20	0,11	57	0,22	4	0,12	1	0,04	82	0,17	82	0,16
Total	17 996	100,00	25 453	100,00	3 413	100,00	2 408	100,00	49 270	100,00	51 256	100,00

(a) Sans apprentis

(b) Les chiffres pour l'Allemagne correspondent à la situation de fin mars 1955.

(c) Et/ou des chantiers de production à ciel ouvert.

VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS (a) OCCUPES DANS LES MINES DE FER
FIN DECEMBRE 1954 (b)

TABLEAU 2: OUVRIERS DU FOND ET/OU DES CHANTIERS DE PRODUCTION A CIEL OUVERT

CLASSES D'AGE	ALLEMAGNE (R.F.)		FRANCE		ITALIE		LUXEMBOURG		COMMUNAUTÉ	
	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL								
Moins de 18 ans	183	1,48	60	0,32	9	0,55	2	0,13	254	0,74
de 18 à moins de 20 ans	823	6,65	750	3,99	57	3,48	7	0,44	1 637	4,76
de 20 à moins de 25 ans	2 271	18,36	2 510	13,35	230	14,03	143	9,03	5 154	14,99
de 25 à moins de 30 ans	1 991	16,02	3 868	20,58	365	22,27	214	13,52	6 428	18,69
de 30 à moins de 35 ans	1 421	11,49	3 198	17,01	255	15,56	185	11,05	5 049	14,68
de 35 à moins de 40 ans	903	7,30	1 611	8,57	202	12,32	235	14,85	2 951	8,58
de 40 à moins de 45 ans	1 238	10,01	1 910	10,16	235	14,34	280	17,69	3 663	10,65
de 45 à moins de 50 ans	1 667	13,48	1 839	9,78	139	8,48	236	14,91	3 881	11,29
de 50 à moins de 55 ans	1 303	10,54	1 956	10,40	93	5,68	180	11,37	3 532	10,27
de 55 à moins de 60 ans	474	3,83	860	4,58	51	3,11	87	5,50	1 472	4,28
de 60 à moins de 65 ans	102	0,82	217	1,15	3	0,18	23	1,45	345	1,00
de 65 ans et plus	2	0,02	21	0,11	-	-	1	0,06	24	0,07
Total	12 968	100,00	18 800	100,00	1 639	100,00	1 583	100,00	34 390	100,00

(a) Sans apprentis

(b) Les chiffres pour l'Allemagne correspondent à la situation de fin mars 1955.

VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS (a) OCCUPES DANS LES MINES DE FER
FIN DECEMBRE 1954 (b)

TABLEAU 3 : OUVRIERS DU JOUR

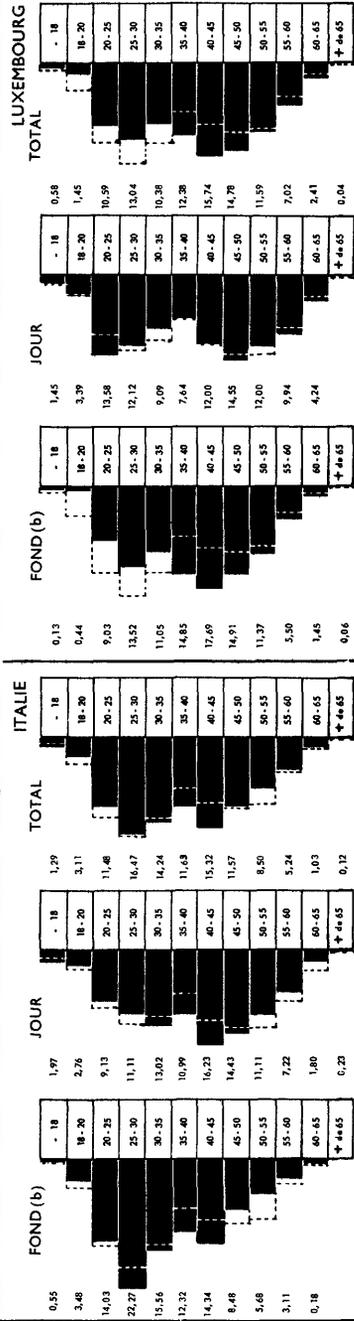
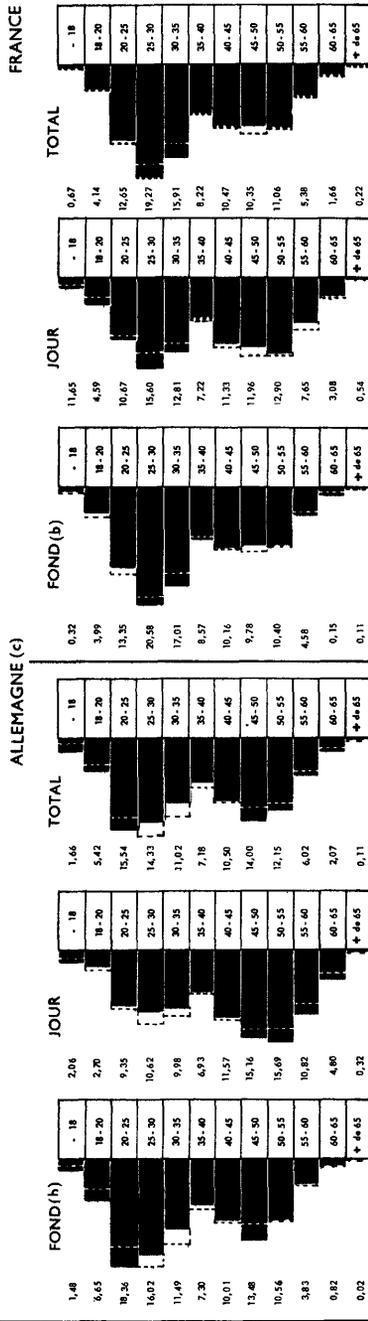
CLASSES D'AGE	ALLEMAGNE (R.F.)		FRANCE		ITALIE		LUXEMBOURG		COMMUNAUTE	
	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL								
Moins de 18 ans	116	2,06	110	1,65	35	1,97	12	1,45	273	1,84
de 18 à moins de 20 ans	152	2,70	305	4,59	49	2,76	28	3,39	534	3,59
de 20 à moins de 25 ans	526	9,35	710	10,67	162	9,13	112	13,58	1 510	10,15
de 25 à moins de 30 ans	598	10,62	1 038	15,60	197	11,11	100	12,12	1 933	12,99
de 30 à moins de 35 ans	562	9,98	852	12,81	231	13,02	75	9,09	1 720	11,56
de 35 à moins de 40 ans	390	6,93	480	7,22	195	10,99	63	7,64	1 128	7,58
de 40 à moins de 45 ans	651	11,57	754	11,33	288	16,23	99	12,00	1 792	12,04
de 45 à moins de 50 ans	853	15,16	796	11,96	256	14,43	120	14,55	2 025	13,61
de 50 à moins de 55 ans	883	15,69	858	12,90	197	11,11	99	12,00	2 037	13,69
de 55 à moins de 60 ans	609	10,82	509	7,65	128	7,22	82	9,94	1 328	8,92
de 60 à moins de 65 ans	270	4,80	205	3,08	32	1,80	35	4,24	542	3,64
de 65 ans et plus	18	0,32	36	0,54	4	0,23	-	-	58	0,39
Total	5 628	100,00	6 653	100,00	1 774	100,00	825	100,00	14 880	100,00

(a) Sans apprentis

(b) Les chiffres pour l'Allemagne correspondent à la situation de fin mars 1955.

VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS (a) OCCUPES DANS LES MINES DE FER AU 31 DECEMBRE 1954 (% du Total)

■ % d'ouvriers du pays
--- % moyennes d'ouvriers de la Communauté



(a) sans apprentis mineurs. (b) Et/ou des chantiers de production à ciel ouvert. (c) Les chiffres pour l'Allemagne correspondent à la situation de fin mars 1955.

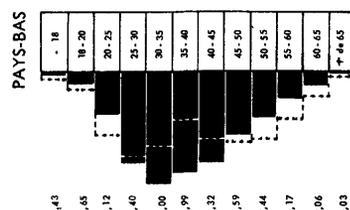
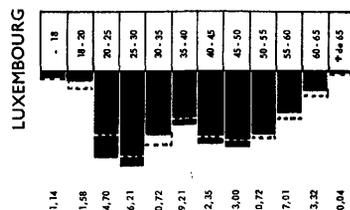
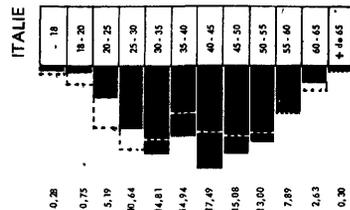
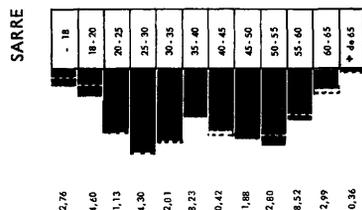
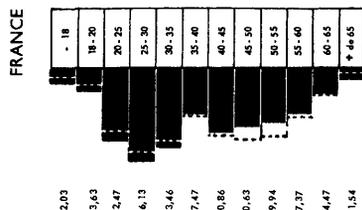
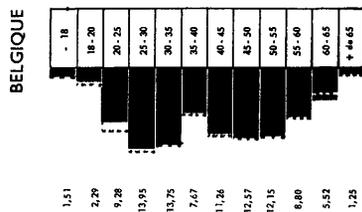
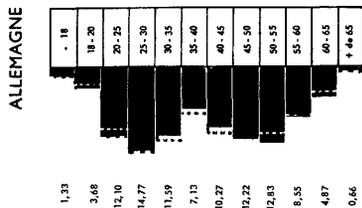
TABLEAU 4: VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS (a) OCCUPES DANS L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE
AU 31 DECEMBRE 1954

CLASSES D'AGE	ALLEMAGNE (R.F.)		BELGIQUE		FRANCE		SARRE		ITALIE		LUXEMBOURG		PAYS-BAS		COMMUNAUTE (SANS APPRENTIS)		COMMUNAUTE (APPR. MIN. COMPR.)	
	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN CHIFFRES % TOTAL
Moins de 18 ans	1 909	1,33	711	1,51	2 384	2,03	704	2,76	138	0,28	193	1,14	29	0,43	6 068	1,49	16 238	3,89
de 18 à moins de 20 ans	5 289	3,68	1 074	2,29	4 264	3,63	1 172	4,60	370	0,75	268	1,58	111	1,65	12 548	3,08	12 548	3,01
de 20 à moins de 25 ans	17 390	12,10	4 363	9,28	14 651	12,47	2 838	11,13	2 573	5,19	2 493	14,70	458	6,82	44 766	11,00	44 766	10,73
de 25 à moins de 30 ans	21 221	14,77	6 558	13,95	18 947	16,13	3 647	14,30	5 276	10,64	2 750	16,21	1 034	15,40	59 433	14,61	59 433	14,25
de 30 à moins de 35 ans	16 646	11,59	6 464	13,75	15 815	13,46	3 061	12,01	7 341	14,81	1 818	10,72	1 276	19,00	52 421	12,88	52 421	12,57
de 35 à moins de 40 ans	10 241	7,13	3 605	7,67	8 780	7,47	2 098	8,23	5 920	11,94	1 563	9,21	1 141	16,99	31 348	8,20	33 348	8,00
de 40 à moins de 45 ans	14 763	10,27	5 294	11,26	12 755	10,86	2 657	10,42	8 668	17,49	2 094	12,35	1 029	15,32	47 260	11,62	47 260	11,33
de 45 à moins de 50 ans	17 551	12,22	5 908	12,57	12 493	10,63	3 029	11,88	7 477	15,08	2 206	13,00	711	10,59	49 375	12,13	49 375	11,94
de 50 à moins de 55 ans	18 441	12,83	5 713	12,15	11 675	9,94	3 263	12,80	6 444	13,00	1 818	10,72	500	7,44	47 854	11,76	47 854	11,47
de 55 à moins de 60 ans	12 291	8,55	4 136	8,80	8 653	7,37	2 172	8,52	3 909	7,89	1 189	7,01	287	4,27	32 637	8,02	32 637	7,83
de 60 à moins de 65 ans	6 993	4,87	2 592	5,52	5 256	4,47	762	2,99	1 306	2,63	563	3,32	138	2,06	17 610	4,33	17 610	4,22
de 65 ans et plus	946	0,66	588	1,25	1 807	1,54	92	0,36	149	0,30	7	0,04	2	0,03	3 591	0,88	3 591	0,86
Total	43 681	100,00	47 006	100,00	117 480	100,00	25 495	100,00	49 571	100,00	16 962	100,00	6 716	100,00	406 911	100,00	417 081	100,00

(a) Sans les apprentis.

VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS (a) OCCUPES
DANS LA SIDERURGIE AU 31 DECEMBRE 1954 (% du Total)

■ % d'ouvriers du pays
--- % moyennes d'ouvriers de la Communauté



(a) sans apprentis.

4. Questions générales de méthode

Il n'a pas été procédé à une nouvelle enquête sur la répartition par âge pour l'industrie sidérurgique à fin décembre 1955; ce n'est que pour l'industrie du minerai de fer que l'on dispose de résultats pour 1955. La question de savoir si une telle enquête doit être répétée annuellement ou à de plus longs intervalles, doit être examinée non seulement du point de vue du travail imposé aux entreprises, mais aussi du point de vue des résultats disponibles qui permettent d'établir une comparaison au moins pour deux ou trois périodes de référence. Ce n'est qu'alors qu'il est possible de constater le cas échéant si une répétition annuelle est inutile. Du fait que, peut-être, en dépit des fluctuations plus ou moins importantes des effectifs, la répartition par âge des entreprises ne se modifie que progressivement et si, en conséquence, il ne convient pas de préférer une plus longue périodicité.

Les résultats de l'enquête portant sur l'industrie du minerai de fer à la fin de 1955, montrent que déjà au cours d'une année, on a pu constater certaines modifications dont la connaissance et l'observation sont précieuses. Le pourcentage des divers groupes d'âge par rapport au nombre global de travailleurs ne s'est pas notablement modifié dans l'ensemble pour la Communauté. L'observation des différents pays fait toutefois apparaître certaines modifications intéressantes.

Dans l'industrie allemande du minerai de fer, le nombre des jeunes travailleurs de moins de 18 à moins de 25 ans (à l'exception des apprentis) s'est accru de 510 unités, soit 12,5 %; leur nombre s'est accru proportionnellement à peu près dans la même mesure (11,8 %) dans l'industrie luxembourgeoise du minerai de fer; en Italie il s'est même accru de 16 %; par contre, leur nombre a décliné de 334 en France, soit une diminution de 8,4 %.

**Tableau 5: Modification de la répartition par âge des travailleurs (a)
(à l'exclusion des apprentis) dans l'industrie du minerai de fer entre
la fin de 1955 et la fin de 1954.**

PAYS		MOINS DE 18 ANS A MOINS DE 25 ANS		DE 25 ANS A MOINS DE 45 ANS		DE 45 ANS A MOINS DE 50 ANS		PLUS DE 50 ANS	
		EN CHIFFR. ABSOLUS	EN %	EN CHIFFR. ABSOLUS	EN %	EN CHIFFR. ABSOLUS	EN %	EN CHIFFR. ABSOLUS	EN %
		TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL
ALLEMAGNE (R.F.)	(b) 1954	4 071	20,4	7 744	43,0	2 520	14,0	3 661	20,3
	1955	4 581	24,0	8 012	42,0	2 435	12,8	4 046	21,2
FRANCE	1954	4 445	17,5	13 711	53,9	2 635	10,3	4 662	18,3
	1955	4 071	16,2	13 944	55,4	2 527	10,0	4 624	18,4
ITALIE	1954	542	15,9	1 968	57,7	395	11,6	508	14,9
	1955	629	16,1	2 270	57,9	479	12,2	541	13,8
LUXEMBOURG	1954	304	12,6	1 241	51,5	356	14,8	507	21,1
	1955	340	13,8	1 279	51,8	356	14,4	486	20,1
COMMUNAUTE	1954	9 362	19,0	24 664	50,1	5 906	12,0	9 338	19,0
	1955	9 621	19,0	25 505	50,4	5 797	11,4	9 707	19,2

(a) Ouvriers du fond et du jour.

(b) Les chiffres pour L'Allemagne indiquent la situation à fin mars 1955 ou à fin mars 1956.

Le groupe le plus expérimenté et ayant le meilleur rendement, celui des ouvriers de 25 à moins de 45 ans, dont le pourcentage par rapport au chiffre global de travailleurs dépasse 50 %, à l'exception de l'Allemagne, a largement progressé de 15 % en Italie, de 3,5 % en Allemagne, de 3,1 % au Luxembourg et de 1,7 % en France. Malgré une augmentation en chiffre absolu, le pourcentage de ces groupes d'âge par rapport au nombre global de travailleurs a légèrement diminué en Allemagne (de 43 % à 42 %), ceci doit être attribué à une augmentation nette relativement plus élevée du nombre de jeunes travailleurs ainsi qu'à un accroissement en chiffre absolu du nombre de travailleurs de plus de 50 ans que l'on ne constate qu'en Allemagne et qu'en Italie. D'autre part, on constate en France un relèvement du pourcentage des travailleurs de 25 à moins de 45 ans par rapport au chiffre global de travailleurs à la fin de 1955 en raison de la régression en chiffre absolu du nombre des jeunes travailleurs.

Un tel recensement relativement global de la répartition par groupes d'âge ne peut naturellement donner que des points de repère approximatifs pour répondre à des questions particulières. Il est nécessaire d'approfondir considérablement le travail statistique si l'on veut, par exemple, déterminer dans quelle mesure un vieillissement excessif est intervenu dans certains groupes professionnels tel que, par exemple, celui des agents de maîtrise de l'industrie sidérurgique. Ce n'est qu'une réponse sur le plan statistique à de telles questions qui permet d'approfondir les rapports plus compliqués résultant, par exemple, de l'interconnexion du rendement, de la répartition par âge, de la formation professionnelle et des possibilités d'avancement des travailleurs.

VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS (a) OCCUPES DANS LES MINES DE FER
FIN DECEMBRE 1955 (b)

TABLEAU 1: OUVRIERS DU FOND (c) ET DU JOUR

CLASSES D'AGE	ALLEMAGNE (R.F.)		FRANCE		ITALIE		LUXEMBOURG		COMMUNAUTE (SANS APPRENTIS)		COMMUNAUTE (APPR. MINEURS COMPRES)	
	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL						
Moins de 18 ans	356	1,87	174	0,69	45	1,15	15	0,61	590	1,17	2 080	3,99
de 18 à moins de 20 ans	1 122	5,88	1 032	4,10	131	3,34	35	1,42	2 320	4,58	2 320	4,45
de 20 à moins de 25 ans	3 103	16,27	2 865	11,38	453	11,56	290	11,73	6 711	13,25	6 711	12,88
de 25 à moins de 30 ans	2 799	14,67	4 836	19,22	646	16,48	340	13,76	8 621	17,03	8 621	16,54
de 30 à moins de 35 ans	2 080	10,90	4 230	16,81	572	14,60	263	10,64	7 145	14,11	7 145	13,71
de 35 à moins de 40 ans	1 389	7,28	2 256	8,97	450	11,48	298	12,06	4 393	8,68	4 393	8,43
de 40 à moins de 45 ans	1 744	9,14	2 622	10,42	602	15,36	378	15,30	5 346	10,56	5 346	10,26
de 45 à moins de 50 ans	2 435	12,77	2 527	10,04	479	12,22	356	14,41	5 797	11,45	5 797	11,12
de 50 à moins de 55 ans	2 328	12,21	2 695	10,71	306	7,81	271	10,97	5 600	11,06	5 600	10,74
de 55 à moins de 60 ans	1 257	6,59	1 442	5,73	192	4,90	174	7,04	3 065	6,05	3 065	5,88
de 60 à moins de 65 ans	434	2,28	398	1,58	36	0,92	48	1,94	916	1,81	916	1,76
de 65 ans et plus	27	0,14	89	0,35	7	0,18	3	0,12	126	0,25	126	0,24
Total	19 074	100,00	25 166	100,00	3 919	100,00	2 471	100,00	50 630	100,00	52 120	100,00

(a) Sans apprentis

(b) Les chiffres pour l'Allemagne correspondent à la situation de fin mars 1956

(c) Et / ou des chantiers de production à ciel ouvert.

VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS (a) OCCUPES DANS LES MINES DE FER
FIN DECEMBRE 1955 (b)

TABLEAU 2: OUVRIERS DU FOND ET/OU DES CHANTIERS DE PRODUCTION A CIEL OUVERT

CLASSES D'AGE	ALLEMAGNE (R.F.)		FRANCE		ITALIE		LUXEMBOURG		COMMUNAUTE	
	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL								
Moins de 18 ans	211	1,60	73	0,39	5	0,24	2	0,13	291	0,82
de 18 à moins de 20 ans	966	7,34	734	3,96	51	2,41	8	0,53	1 759	4,98
de 20 à moins de 25 ans	2 597	19,73	2 242	12,09	309	14,63	144	9,55	5 292	14,98
de 25 à moins de 30 ans	2 228	16,93	3 835	20,68	433	20,50	226	15,00	6 722	19,03
de 30 à moins de 35 ans	1 510	11,47	3 306	17,82	336	15,91	176	11,68	5 328	15,08
de 35 à moins de 40 ans	1 001	7,60	1 735	9,35	243	11,51	211	14,00	3 190	9,03
de 40 à moins de 45 ans	1 133	8,61	1 877	10,12	316	14,96	267	17,72	3 593	10,17
de 45 à moins de 50 ans	1 537	11,68	1 767	9,53	212	10,04	220	14,60	3 736	10,58
de 50 à moins de 55 ans	1 354	10,29	1 852	9,99	125	5,92	153	10,15	3 484	9,86
de 55 à moins de 60 ans	489	3,71	904	4,87	74	3,50	84	5,57	1 551	4,39
de 60 à moins de 65 ans	132	1,00	197	1,06	7	0,33	15	1,00	351	0,99
de 65 ans et plus	5	0,04	26	0,14	1	0,05	1	0,07	33	0,09
Total	13 163	100,00	18 548	100,00	2 112	100,00	1 507	100,00	35 330	100,00

(a) Sans apprentis

(b) Les chiffres pour l'Allemagne correspondent à la situation de fin mars 1956.

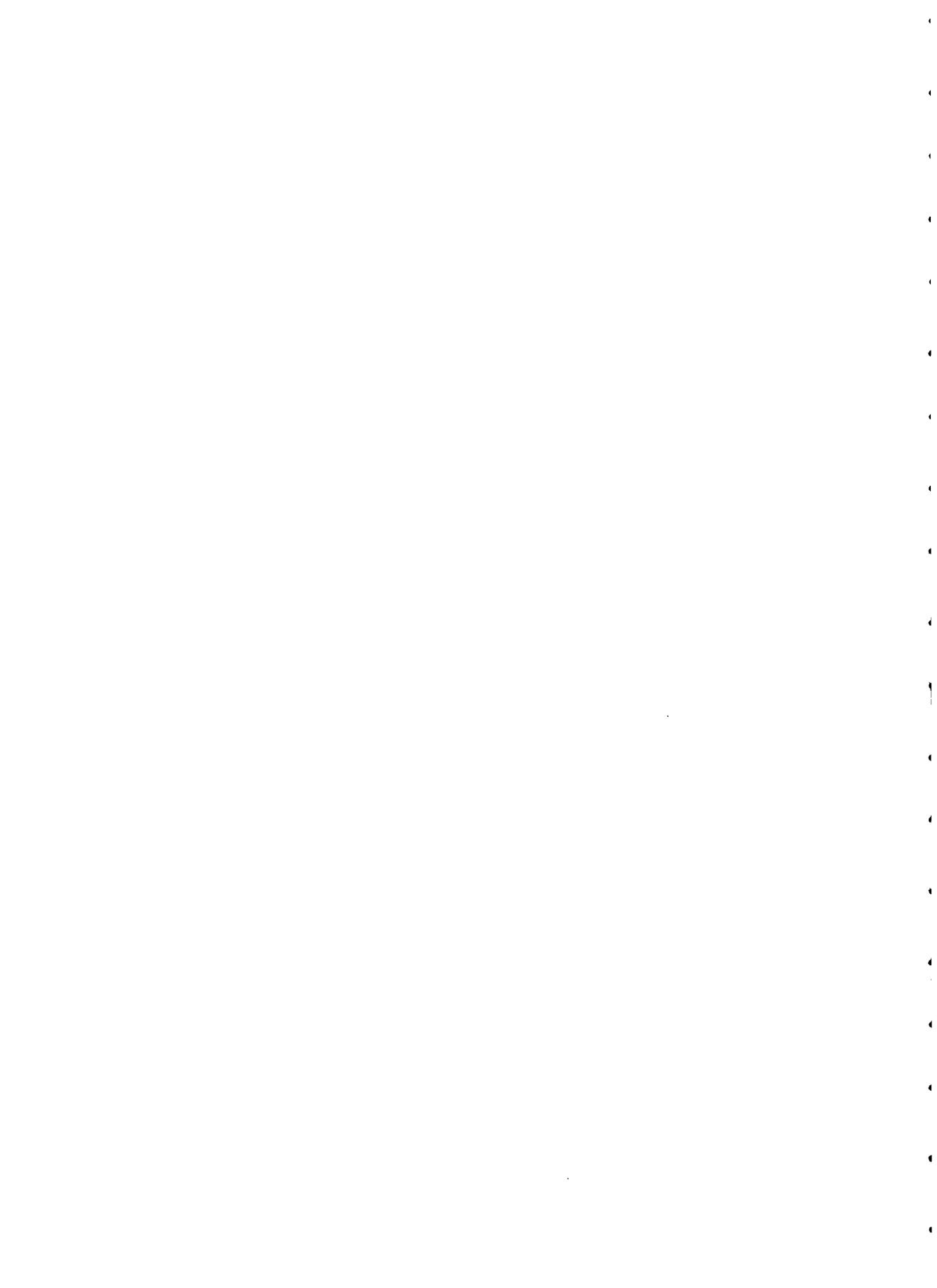
VENTILATION PAR AGE DES OUVRIERS ^(a) OCCUPES DANS LES MINES DE FER
FIN DECEMBRE 1955 ^(b)

TABLEAU 3 : OUVRIERS DU JOUR

CLASSES D'AGE	ALLEMAGNE (R.F.)		FRANCE		ITALIE		LUXEMBOURG		COMMUNAUTE	
	EN CHIFFRES ABSOLUS	EN % TOTAL								
Moins de 18 ans	145	2,45	101	1,53	40	2,21	13	1,35	299	1,95
de 18 à moins de 20 ans	156	2,64	298	4,50	80	4,43	27	2,80	561	3,67
de 20 à moins de 25 ans	506	8,56	623	9,41	144	7,97	146	15,15	1 419	9,27
de 25 à moins de 30 ans	571	9,66	1 001	15,13	213	11,79	114	11,83	1 899	12,41
de 30 à moins de 35 ans	570	9,64	924	13,96	236	13,06	87	9,02	1 817	11,88
de 35 à moins de 40 ans	388	6,57	521	7,87	207	11,46	87	9,02	1 203	7,86
de 40 à moins de 45 ans	611	10,34	745	11,26	286	15,83	111	11,51	1 753	11,46
de 45 à moins de 50 ans	898	15,19	760	11,48	267	14,77	136	14,11	2 061	13,47
de 50 à moins de 55 ans	974	16,48	843	12,74	181	10,02	118	12,24	2 116	13,83
de 55 à moins de 60 ans	768	12,99	538	8,13	118	6,53	90	9,34	1 514	9,90
de 60 à moins de 65 ans	302	5,11	201	3,04	29	1,60	33	3,42	565	3,69
de 65 ans et plus	22	0,37	63	0,95	6	0,33	2	0,21	93	0,61
Total	5 911	100,00	6 618	100,00	1 807	100,00	964	100,00	15 300	100,00

(a) Sans les apprentis

(b) Les chiffres pour l'Allemagne correspondent à la situation de fin mars 1956.



III. LES ECHANGES INTERIEURS DE PRODUITS DU TRAITE ENTRE LES PAYS DE LA COMMUNAUTE

L'examen des incidences du marché commun a révélé, dans le domaine économique, que le développement des échanges était l'un des plus remarquables progrès réalisés. Ce développement se manifeste aussi bien par rapport au volume des échanges de tous les autres produits (alimentation, matières premières, semi-produits, produits finis) qu'en ce qui concerne le rythme d'expansion de la production. Sur la base des calculs qui ont été effectués pour le premier semestre 1955, le volume des échanges (tonnages cotés en prix 1952) des pays de la Communauté en produits de Traité a augmenté depuis 1952 de 93 %, et de 59 % seulement en ce qui concerne les autres produits. Par rapport aux périodes précédentes d'essor, une évolution remarquable est déjà apparue entre 1950 et 1952 lorsque les échanges ont augmenté pour la première fois au même rythme que la production. Avec le marché commun, les échanges se sont accrus entre 1953 et 1955 trois fois plus rapidement que la production.

Tableau 1: Echanges des produits du Traité entre les pays de la Communauté (a)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	A) TONNAGES ABSOLUS (1 000 T)					
MINERAL	7 600,0	9 338,9	9 721,2	10 906,1	11 371,0	14 286,5
FERRAILLE	816,6	665,6	427,7	964,4	1 858,1	1 720,6
CHARBON	20 603,8	20 123,5	24 995,4	27 818,4	31 648,4	33 915,1
FONTE ET ACIER(b)	1 582,9	1 623,0	2 097,3	2 729,4	4 024,0	5 427,3
	B) INDICE DE TONNAGES BASE 1952 = 200					
MINERAL	78,2	96,1	100	112,2	117,0	147,0
FERRAILLE	190,9	155,6	100	225,5	434,4	402,2
CHARBON	82,4	80,5	100	111,3	126,6	135,7
FONTE ET ACIER (b)	75,5	77,4	100	130,1	191,9	258,8

(a) Sur la base des approvisionnements.

(b) Pour établir une série comparable, à partir de 1950, on s'est servi des chiffres des statistiques de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie Française.

Le volume des échanges a presque doublé par rapport à 1952 à la suite de l'extension vigoureuse des échanges, spécialement de ferraille et d'acier.

Une analyse détaillée des importations et des approvisionnements depuis 1950 fournit des renseignements intéressants quant aux incidences du marché commun sur le marché de l'acier.

Tableau 2: Receptions de fonte et d'acier (a) en provenance des autres états membres de 1950 à 1955 (a)

1 000 t

PAYS IMPORT. PROVENANCE	ALLEMAGNE (R. F.)	BELGIQUE/ LUXEMBOURG	FRANCE/ SARRE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
1950						
ALLEMAGNE	/	26,2	5,8	59,0	109,1	200,1
BELGIQUE/LUXEMBOURG	22,5	/	11,4	159,4	642,5	835,8
FRANCE/SARRE	171,0	81,9	/	177,8	89,1	519,8
ITALIE	-	-	-	/	-	-
PAYS-BAS	-	21,4	5,8	-	/	27,2
COMMUNAUTÉ	193,5	129,5	23,0	396,2	840,7	1 582,9
1951						
ALLEMAGNE	/	43,5	6,4	55,8	141,5	247,2
BELGIQUE/LUXEMBOURG	14,6	/	36,4	104,8	758,0	913,8
FRANCE/SARRE	76,7	63,2	/	219,4	50,2	409,5
ITALIE	-	-	-	/	-	-
PAYS-BAS	2,3	43,0	7,2	-	/	52,5
COMMUNAUTÉ	93,6	149,7	50,0	380,0	949,7	1 623,0
1952						
ALLEMAGNE	/	112,8	8,2	68,5	123,6	313,1
BELGIQUE/LUXEMBOURG	545,8	/	11,7	138,3	556,3	1 252,1
FRANCE/SARRE	236,4	82,4	/	103,9	37,0	459,7
ITALIE	0,5	-	-	/	-	0,5
PAYS-BAS	14,0	48,0	4,1	5,8	/	71,9
COMMUNAUTÉ	796,7	243,2	24,0	316,5	716,9	2 097,3
1953						
ALLEMAGNE	/	135,0	28,0	79,2	224,1	466,3
BELGIQUE/LUXEMBOURG	504,8	/	68,7	123,9	563,2	1 260,6
FRANCE/SARRE	483,2	134,0	/	174,7	89,7	881,6
ITALIE	-	-	5,1	/	1,5	6,6
PAYS-BAS	61,2	35,0	12,0	6,1	/	114,3
COMMUNAUTÉ	1 049,2	304,0	113,8	383,9	878,5	2 729,4
1954						
ALLEMAGNE	/	125,0	129,0	155,4	322,0	731,4
BELGIQUE/LUXEMBOURG	644,7	/	305,2	177,6	704,9	1 772,4
FRANCE/SARRE	871,4	131,0	/	163,7	62,0	1 228,1
ITALIE	-	-	14,7	/	-	14,7
PAYS-BAS	165,8	57,0	28,4	26,2	/	277,4
COMMUNAUTÉ	1 681,9	313,0	477,3	462,9	1 088,9	4 024,0
1955						
ALLEMAGNE	/	121,9	178,9	132,3	411,4	844,5
BELGIQUE/LUXEMBOURG	1 059,3	/	515,3	100,2	788,5	2 463,3
FRANCE/SARRE	1 234,4	302,3	/	100,5	70,2	1 707,4
ITALIE	5,7	0	57,4	/	-	63,1
PAYS-BAS	227,7	78,7	42,6	-	/	349,0
COMMUNAUTÉ	2 527,1	502,9	794,2	333,0	1 270,1	5 427,3
PAYS TIERS						
1950	20,5	91,5	90,0	367,8	125,3	695,1
1951	45,4	112,3	88,0	214,0	114,3	574,0
1952	187,3	135,8	77,0	240,5	158,1	798,7
1953	203,8	112,0	99,2	332,1	171,5	918,6
1954	218,0	152,0	41,7	423,1	139,1	973,9
1955	391,0	211,0	44,8	576,0	288,9	1 511,7

(a) Pour établir des données comparables à partir de 1950, on a utilisé comme source les "Bulletins de Statistiques de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie Française".

De 1950 à 1952, seules les importations allemandes et belges se sont accrues surtout par suite d'échanges bilatéraux. Les importations franco-sarroises n'ont pratiquement pas modifié leur faible tonnage alors que celles des Pays-Bas et de l'Italie ont même accusé un recul. Au cours des années d'essor qui ont suivi 1953, tous les pays participant au marché commun ont profité de l'accroissement des échanges intérieurs à l'exception de l'Italie. Cette extension du marché y a contribué, partout où il a fallu combler des lacunes d'approvisionnement, où l'augmentation de la production propre n'a pu suivre le rythme d'accroissement de la demande sur le marché intérieur.

Ainsi les achats allemands de fonte et d'acier aux autres pays de la Communauté ont augmenté en 1955 de presque 1,5 Mn de t au total par rapport à 1953, soit 141 %. Les achats allemands en Belgique et au Luxembourg ont augmenté au cours de ces mêmes années de 110 %, en France et en Sarre de 155 % et ceux en provenance des Pays-Bas de 272 %, soit de 166 000 t pour ce dernier pays.

Les achats belgo-luxembourgeois de produits sidérurgiques (fonte et acier) en Allemagne se sont à peine modifiés par rapport au niveau atteint dès 1952, mais ceux pratiqués en France et aux Pays-Bas ont plus que doublé depuis 1953. En 1955, le marché français a absorbé 794 000 t provenant d'autres pays de la Communauté, surtout de Belgique et d'Allemagne, ce qui représente sept fois plus qu'en 1953.

L'animation générale des échanges intérieurs sous l'influence du marché commun a, sans aucun doute, contribué dans une grande mesure à réduire, dans certaines régions, les tensions qu'avait créées l'augmentation des besoins d'acier. Si en même temps les importations en provenance de pays tiers ont atteint un niveau record, cela souligne peut-être l'importance et l'urgence des besoins d'acier dans les pays de la Communauté. D'autre part, l'intensification des échanges montre avec quelle rapidité la demande a exploité, dans cette situation conjoncturelle, les possibilités offertes par un grand marché où règne la division du travail.

Il y a lieu cependant de remarquer que les efforts réalisés actuellement dans les pays de la Communauté pour augmenter la production influenceront dans l'avenir le volume et le rythme de développement des échanges dans la Communauté. En effet, le marché commun a facilité l'intensification des échanges pendant une période de développement rapide de la demande et il continuera d'agir à **long terme** dans le sens de l'augmentation des échanges par suite notamment d'une division internationale du travail qui s'accroîtra dans la Communauté au fur et à mesure que les usines, en raison de l'existence d'un vaste marché, progresseront dans la voie d'une plus grande spécialisation. Mais la progression des échanges au cours de l'année 1955 a été aussi influencée par une poussée exceptionnelle de la demande qui, par exemple pour les produits sidérurgiques et pour l'Allemagne, a eu pour effet de transformer ce pays d'exportateur net en importateur net. Le niveau exceptionnellement élevé des réceptions allemandes en 1955, qui a joué un grand rôle dans l'augmentation constatée des échanges, risque de se réduire lorsque la production, qui s'efforce de faire face aux besoins des consommateurs, aura réussi à se développer à son tour dans une proportion parallèle à celle de la demande sur le marché allemand.

Il ne sera malheureusement pas possible - si c'est réalisable - de mieux

distinguer l'importance relative de l'influence à long terme du marché commun et de l'influence des fluctuations conjoncturelles du marché sur les échanges avant un avenir encore assez éloigné.

IV. UNE ENQUETE SUR LES BUDGETS FAMILIAUX DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DE LA COMMUNAUTE.

Depuis plusieurs années la Haute Autorité a entrepris, conformément à l'article 46 § 5 du Traité, des études sur les conditions de vie et de travail des ouvriers de l'industrie sidérurgique et des mines de charbon et de fer de la Communauté.

En mai 1954 étaient publiés très succinctement les premiers résultats d'une enquête annuelle sur les salaires envisagés du point de vue du coût pour les entreprises et du point de vue du revenu pour les travailleurs. Cette enquête portant sur l'année 1952 devait être le début d'une série d'études similaires effectuées chaque année. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux de la commission créée à cet effet les notions et les définitions se sont précisées, des règles communes à tous les pays ont été établies qui ont permis de très grandes améliorations de cette statistique.

En septembre 1955 (2ème année n° 5 des Informations Statistiques) était publiée une très vaste étude sur les taux d'équivalence du pouvoir d'achat à la consommation dans les pays de la Communauté et les premières comparaisons du revenu réel des travailleurs des industries de la Communauté.

Ces études ont rapidement fait apparaître la nécessité d'entreprendre une enquête sur les budgets familiaux par laquelle seraient obtenus des renseignements sur la structure et le niveau des consommations, ainsi que des informations sur la structure des revenus des travailleurs.

Cette enquête, décidée en octobre 1955 par la Haute Autorité, se déroule actuellement dans tous les pays de la Communauté où elle a commencé entre début mai et début juin 1956 selon les pays.

Plus de six mois ont été nécessaires pour la préparation de l'enquête dont l'intérêt réside, principalement, dans la comparaison des données de pays à pays que l'on pourra en tirer. Ces comparaisons pour être valables obligeaient à l'établissement de règles et de méthodes communes à tous les pays.

Ces règles et ces méthodes ont été élaborées au sein d'une commission d'experts statisticiens, elles s'inspirent très largement des expériences acquises dans certains de nos pays où de telles enquêtes sont régulièrement effectuées; les principales caractéristiques en sont exposées ci-après.

L'enquête portera sur 2 000 familles dont le chef travaille comme ouvrier dans les mines de charbon et de fer et dans la sidérurgie. Ces 2 000 familles ont été réparties comme suit :

<i>Allemagne</i>	:	<i>440 familles</i>
<i>Belgique</i>	:	<i>260 familles</i>
<i>France</i>	:	<i>440 familles</i>
<i>Sarre</i>	:	<i>170 familles</i>
<i>Italie</i>	:	<i>350 familles</i>
<i>Luxembourg</i>	:	<i>170 familles</i>
<i>Pay-Bas</i>	:	<i>170 familles</i>

La répartition a été faite non pas en tenant compte de l'importance des effectifs mais principalement du nombre des bassins dans lesquels l'enquête doit s'effectuer. Il a été décidé, en effet, que les résultats à publier devraient porter, dans chaque bassin et dans chaque groupe (mineur du fond, mineur du jour, sidérurgistes), sur un minimum de 50 ménages, minimum qui a été jugé représentatif.

Les bassins ou régions choisis dans chaque industrie sont les suivants :

Mines de houille

Ruhr
Aix-la-Chapelle
Campine
Bassin sud de la Belgique
Nord, Pas-de-Calais
Lorraine
Sarre
Sulcis
Limbourg néerlandais

Mines de fer

Salzgitter
Sieg-Dill-Lahn
Bavière
Est de la France
Ile d'Elbe
Luxembourg

Sidérurgie

Ruhr
Salzgitter
Sieg-Dill-Lahn
Bavière
Belgique (ensemble de la région sidérurgique)
Nord de la France
Est de la France
Sarre
Nord de l'Italie
Centre de l'Italie
Sud de l'Italie
Luxembourg
Pays-Bas

En ce qui concerne les mines de fer allemandes il ne sera pas procédé à une publication séparée par bassin mais seulement pour l'ensemble du pays; de même pour la sidérurgie, seuls les résultats relatifs à la Ruhr seront isolés, les données concernant les autres régions de l'Allemagne seront englobées dans les résultats d'ensemble du pays.

Les ménages ont été choisis au hasard. Toutefois en raison du nombre de familles très restreint dont on disposait (une enquête de ce genre entraîne d'importantes dépenses, ne serait-ce que pour indemniser les familles et les enquêteurs) on a tenu compte d'un certain nombre de critères qui ont permis de limiter « l'univers » afin d'obtenir une représentativité acceptable des groupes de 50 ménages que l'on s'était fixés.

Ces critères sont les suivants :

- familles de 4 personnes dont 2 enfants à charge de moins de 13 ou 14 ans;
- seul le chef de famille travaille;
- le salaire du chef de famille doit se situer à l'intérieur d'une marge de dispersion de 15 à 20 % autour du salaire moyen du groupe auquel il appartient;
- l'ouvrier doit avoir la nationalité du pays dans lequel il travaille;
- l'enquête est limitée aux familles dont le chef rentre le soir au foyer familial.

L'enquête durera pendant une année entière; elle sera basée sur la méthode dite des « carnets ménagers ».

En raison de la durée de l'enquête et de l'effort considérable demandé aux ménagères, il est vraisemblable que l'on enregistra un certain nombre de défections au cours de l'année; défections qui auront peut-être pour cause la lassitude mais aussi certaines circonstances indépendantes de la bonne volonté des participants (décès, changement de profession du chef de famille, invalidité, chômage prolongé etc.), il a donc été décidé de commencer l'enquête dans chaque pays avec une réserve supplémentaire de ménages d'environ 25 %.

Les familles noteront journellement non seulement leurs dépenses mais aussi l'ensemble de leur consommation, c'est-à-dire que l'on tiendra compte des avantages en nature (logement, charbon, vêtements etc.) accordés par les entreprises, des produits récoltés dans les jardins familiaux et de l'élevage des petits animaux (lapins, volailles, porcs). En ce qui concerne les productions familiales il a été décidé d'exclure de l'enquête les familles qui vendent une partie des produits de leur exploitation, ceci afin d'éviter les ménages dont l'activité principale se double d'une petite exploitation agricole.

Le relevé portera dans tous les cas sur les valeurs; pour l'alimentation et, chaque fois que cela sera possible pour les autres groupes, on notera également les quantités.

Afin de permettre la vérification des déclarations faites, il sera demandé aux familles de noter toutes leurs recettes, qu'il s'agisse du salaire du chef de famille ou de recettes et revenus accessoires (prestations de sécurité sociale, revenus mobiliers et immobiliers etc...).

Ces renseignements permettront d'obtenir des données sur la structure des revenus notamment en ce qui concerne la part des recettes accessoires dont on ignore en général l'importance dans la plupart des pays. Toutefois, la Haute Autorité s'est engagée, à ce sujet, à ne procéder à aucune généralisation sans consultation préalable des experts statisticiens.

Les données à recueillir comportent des :

- renseignements généraux sur la famille;
- données sur les dépenses et les consommations;
- données sur les recettes;
- informations sur les absences de membres de la famille et les présences d'invités au foyer familial.

Les renseignements généraux sur la famille porteront sur: l'identification des ménages (ceux-ci, afin d'assurer le secret de l'enquête, ne seront identifiés que par un numéro de code, seul l'enquêteur, ayant un contrat permanent avec les familles, connaîtra leur identité), l'âge de chacun des membres de la famille, le logement (période de construction, nombre de pièces, logement appartenant à l'entreprise ou à un propriétaire privé, degré de confort, présence de sous-locataires etc..), les jardins potagers et le nombre de jours de chômage du chef de famille.

Les données sur les dépenses et les consommations seront classées selon une nomenclature commune, établie sur la base de la nomenclature du Pacte de Bruxelles et inspirée des classifications utilisées par les différents pays. Elle contient plus de 500 postes; l'alimentation et les textiles, dont les dépenses représentent la part la plus importante du budget familial, sont particulièrement détaillés, enfin une différenciation est effectuée entre les achats au comptant, à crédit et à tempérament.

Les données sur les recettes concerneront le salaire brut du chef de famille, les avantages en nature provenant de son employeur, les allocations familiales, les prestations sociales en espèces, la valeur de la production des jardins familiaux et les recettes diverses provenant des revenus immobiliers, des prélèvements sur l'épargne, d'emprunts etc...).

Les résultats seront calculés par ménage, suivant le nombre moyen de personnes constituant le ménage et par unité de consommation. À ce sujet une échelle commune à tous les pays a été établie.

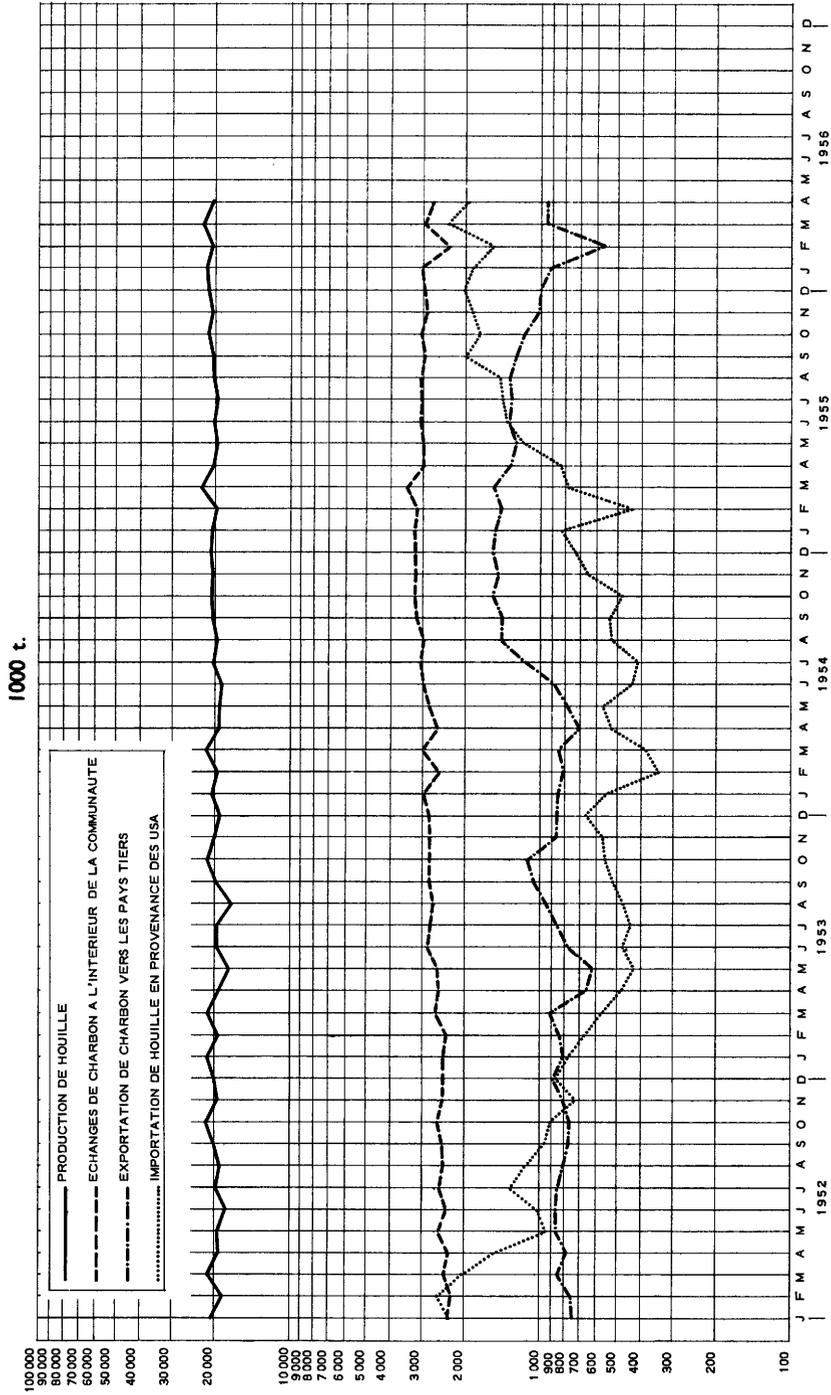
Le calcul par unité de consommation a amené les experts à se préoccuper du problème des absences de membres de la famille (repas pris à l'extérieur, séjours de certains membres de la famille hors du foyer) et des présences d'invités. Ces absences et ces présences seront notées dans le carnet de ménage, il en sera tenu compte dans les calculs.

Dans chaque pays l'enquête est effectuée par l'Institut National de la Statistique chargé également du dépouillement des données. Celles-ci seront, en fin d'enquête, transmises à la Haute Autorité qui prendra la responsabilité de leur publication.

ANNEXE STATISTIQUE

I. CARBON

SITUATION GENERALE DE L'ECONOMIE CHARBONNIERE DE LA COMMUNAUTE



PRODUCTION DE HOUILLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1951	118 925	29 651	52 973	16 279	1 167	12 424	231 419
1952	123 278	30 384	55 365	16 235	1 089	12 532	238 883
1953	124 472	30 060	52 598	16 418	1 126	12 297	236 961
1954	128 035	29 249	54 405	16 818	1 074	12 071	241 653
1955	130 728	29 978	55 335	17 329	1 136	11 895	246 401
1954 - I	10 732	2 557	4 775	1 479	89	1 011	20 643
II	10 363	2 439	4 581	1 379	98	954	19 814
III	11 443	2 676	5 066	1 485	101	1 043	21 814
IV	9 878	2 496	4 349	1 341	97	963	19 113
V	10 083	2 299	4 273	1 294	88	981	19 018
VI	9 871	2 438	4 266	1 284	78	975	18 912
VII	11 202	2 069	4 293	1 394	92	1 064	20 104
VIII	10 664	2 328	4 279	1 407	85	1 008	19 771
IX	10 765	2 427	4 493	1 474	92	1 029	20 280
X	11 060	2 504	4 627	1 474	91	1 041	20 797
XI	10 905	2 446	4 714	1 394	82	1 016	20 557
XII	11 070	2 579	4 701	1 414	80	985	20 829
1955 - I	10 616	2 503	4 813	1 473	89	1 019	20 513
II	10 565	2 333	4 669	1 387	88	919	19 961
III	12 062	2 665	5 141	1 620	97	1 101	22 686
IV	10 521	2 493	4 646	1 422	92	946	20 120
V	10 430	2 410	4 450	1 403	101	883	19 677
VI	10 324	2 595	4 639	1 402	91	985	20 036
VII	10 903	1 876	4 290	1 453	102	999	19 624
VIII	11 022	2 469	4 253	1 449	101	983	20 277
IX	10 767	2 590	4 349	1 461	97	1 036	20 299
X	11 235	2 691	4 725	1 474	95	1 003	21 223
XI	11 003	2 564	4 587	1 406	92	996	20 648
XII	11 280	2 786	4 774	1 381	89	1 025	21 336
1956 - I	11 608	2 608	4 774	1 574	96	1 025	21 685
II	11 113	2 390	4 619	1 448	85	934	20 589
III p	11 628	2 850	5 129	1 565	91	1 050	22 314
IV p	10 836	2 537	4 510	1 407	81	916	20 287
V							
VI							
VII							
VIII							
p) Chiffres provisoires							

STOCKS TOTAUX DE HOUILLE AUX MINES (a)
 et
 STOCKS TOTAUX DE COKE DANS LES COKERIES DE LA COMMUNAUTE
 (en fin de période)

1 000 t

PERIODE	STOCKS TOTAUX DE HOUILLE	STOCKS TOTAUX DE COKE
1951	2 266	351
1952	7 103	531
1953	10 472	4 260
1954	12 441	2 645
1955	7 511	555
1953 - Mars	8 756	634
Juin	10 310	1 364
Septembre	10 619	3 043
Décembre	10 472	4 260
1954 - Mars	12 103	4 462
Juin	13 953	4 137
Septembre	14 814	3 486
Décembre	12 441	2 645
1955 - Janvier	11 520	2 102
Février	11 360	1 598
Mars	11 576	1 005
Avril	11 231	851
Mai	10 798	869
Juin	10 570	793
Juillet	10 225	763
Août	9 893	758
Septembre	9 427	674
Octobre	8 906	641
Novembre	8 380	603
Décembre	7 551	555
1956 - Janvier	7 166	527
Février	7 798	423
Mars p	7 442	381
Avril p	7 063	390
Mai		
Juin		
Juillet		
Août		
Septembre		

a) Non compris les stocks de houille des cokeries minières
 et fabriques d'agglomérés minières
 p) Chiffres provisoires

ECHANGES DE HOUILLE A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

(Livraisons des pays de la Communauté aux autres pays de la Communauté)

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1951	9 531	1 362	1 156	7 811	-	19 860
1952	9 059	2 305	1 039	7 364	4	19 771
1953	10 290	3 583	1 507	7 779	249	23 408
1954	12 383	4 284	1 559	7 715	924	26 865
1955	9 727	4 995	2 515	7 999	761	25 997
1954 - I	1 029	290	146	818	53	2 336
II	773	236	126	700	41	1 976
III	1 075	379	131	679	82	2 346
IV	912	295	115	584	50	1 956
V	1 014	343	115	580	82	2 134
VI	1 113	400	112	572	79	2 276
VII	1 227	287	111	583	97	2 305
VIII	1 135	339	110	559	113	2 226
IX	1 118	334	141	624	105	2 322
X	1 091	342	146	635	85	2 299
XI	959	418	159	665	71	2 272
XII	968	622	147	716	65	2 518
1955 - I	875	515	133	686	68	2 277
II	883	476	148	695	63	2 265
III	936	618	294	729	75	2 652
IV	867	293	238	667	56	2 121
V	830	358	209	646	51	2 094
VI	771	438	270	623	65	2 167
VII	806	353	249	662	66	2 136
VIII	772	433	285	670	52	2 212
IX	716	425	214	632	73	2 060
X	766	401	177	692	64	2 100
XI	731	336	157	663	64	1 951
XII	774	347	141	634	57	1 953
1956 - I	813	301	116	739	70	2 039
II <i>p</i>	627	166	63	655	25	1 536
III <i>p</i>	784	311	97	703	66	1 961
IV						
V						
VI						
VII						
VIII						

p) Chiffres provisoires

IMPORTATIONS DE HOUILLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE
EN PROVENANCE DE PAYS TIERS

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1951	6 000	1 832	6 340	-	6 533	8	2 521	23 234
1952	7 879	1 173	5 361	-	5 077	67	2 707	22 264
1953	5 045	1 133	1 615	-	4 222	6	1 802	13 823
1954	3 881	852	2 215	-	4 842	5	2 129	13 924
1955	9 271	1 453	2 901	-	6 820	-	2 603	23 048
1954 - I	385	66	154	-	372	1	194	1 172
II	274	45	160	-	406	1	111	997
III	344	94	233	-	397	-	135	1 203
IV	436	64	155	-	399	-	545	1 236 ^a
V	354	68	181	-	452	1		1 238 ^a
VI	258	71	178	-	354	1	543	1 044 ^a
VII	371	62	210	-	218	-		1 042 ^a
VIII	246	97	183	-	397	1	543	1 105 ^a
IX	387	86	200	-	283	1	250	1 138 ^a
X	278	84	182	-	405	-		1 199
XI	286	69	178	-	533	-	179	1 245
XII	262	47	202	-	646	-	172	1 329
1955 - I	253	60	240	-	716	-	118	1 387
II	218	51	219	-	320	-	174	982
III	376	88	297	-	517	-	124	1 402
IV	440	69	232	-	515	-	160	1 416
V	553	100	230	-	584	-	233	1 700
VI	586	124	226	-	599	-	258	1 793
VII	780	132	207	-	609	-	226	1 954
VIII	1 018	142	181	-	531	-	181	2 053
IX	1 309	146	219	-	727	-	265	2 666
X	1 271	156	264	-	523	-	210	2 424
XI	1 146	202	238	-	609	-	328	2 523
XII	1 320	182	348	-	570	-	326	2 746
1956 - I	1 107	165	510	-	516	-	252	2 551
II ^p	607	132	490	-	573	-	200	2 002
III ^p	1 219	196	627	-	610	-	304	2 956
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								

^p) Chiffres provisoires

^a) Les chiffres mensuels pour la Communauté ont été établis en calculant pour les Pays-Bas la moyenne mensuelle des chiffres trimestriels indiqués pour ce pays.

IMPORTATIONS DE HOUILLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE
EN PROVENANCE DES ETATS-UNIS

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1951	5 767	1 454	4 490	-	4 419	8	2 236	18 374
1952	7 377	794	3 138	-	2 885	-	2 108	16 302
1953	3 421	664	289	-	1 609	-	701	6 684
1954	1 823	253	55	-	2 852	-	1 181	6 164
1955	6 998	784	802	-	5 632	-	1 719	15 935
1954 - I	236	21	3	-	171	-	125	556
II	114	4	-	-	180	-	43	341
III	118	37	-	-	168	-	57	380
IV	241	14	-	-	198	-	316	558 a
V	180	18	4	-	261	-		568 a
VI	97	21	8	-	191	-	296	422 a
VII	217	19	10	-	96	-		441 a
VIII	119	50	9	-	258	-	149	535 a
IX	207	32	8	-	146	-		492 a
X	79	26	4	-	290	-	97	548
XI	95	12	2	-	390	-	98	596
XII	120	-	6	-	523	-		747
1955 - I	134	7	38	-	603	-	46	828
II	97	10	19	-	226	-	86	438
III	211	38	47	-	428	-	47	771
IV	297	29	32	-	400	-	91	839
V	393	63	60	-	482	-	161	1 159
VI	488	76	76	-	516	-	214	1 370
VII	582	87	59	-	541	-	146	1 415
VIII	765	77	37	-	463	-	118	1 460
IX	1 055	77	45	-	635	-	194	2 006
X	1 008	96	87	-	414	-	138	1 743
XI	891	117	120	-	519	-	236	1 883
XII	1 088	107	181	-	405	-	241	2 022
1956 - I	882	107	307	-	398	-	186	1 881
II p	483	100	355	-	455	-	138	1 531
III p	999	150	419	-	543	-	227	2 338
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								

a) Les chiffres mensuels pour la Communauté ont été établis en calculant pour les Pays-Bas la moyenne mensuelle des chiffres trimestriels indiqués pour ce pays.
p) Chiffres provisoires.

EXPORTATIONS DE HOUILLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE VERS DES PAYS TIERS

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1951	3 880	366	688	582	11	5 527
1952	3 104	232	539	552	15	4 442
1953	3 264	582	881	1 094	51	5 872
1954	3 729	1 397	1 298	1 337	112	7 863
1955	2 825	2 056	3 330	1 776	110	10 097
1954 - I	240	36	78	90	7	451
II	253	16	54	52	2	377
III	229	12	83	97	5	425
IV	255	19	73	60	10	417
V	294	52	62	66	9	483
VI	313	84	63	80	14	554
VII	287	135	85	100	12	619
VIII	365	180	132	147	12	836
IX	369	153	134	158	12	826
X	400	219	195	136	12	952
XI	371	253	147	126	9	906
XII	354	238	193	224	10	1 019
1955 - I	276	196	286	167	7	932
II	294	175	329	170	6	974
III	296	161	420	199	7	1 083
IV	224	168	396	170	5	963
V	206	170	341	168	9	894
VI	207	198	329	186	12	932
VII	212	136	279	180	12	819
VIII	234	184	273	149	10	851
IX	229	176	236	153	14	808
X	231	192	181	83	9	686
XI	206	149	134	83	8	579
XII	210	162	125	70	10	577
1956 - I	167	138	81	77	15	478
II <i>p</i>	151	39	50	53	4	297
III <i>p</i>	246	146	70	88	14	564
IV						
V						
VI						
VII						
VIII						

p) Chiffres provisoires

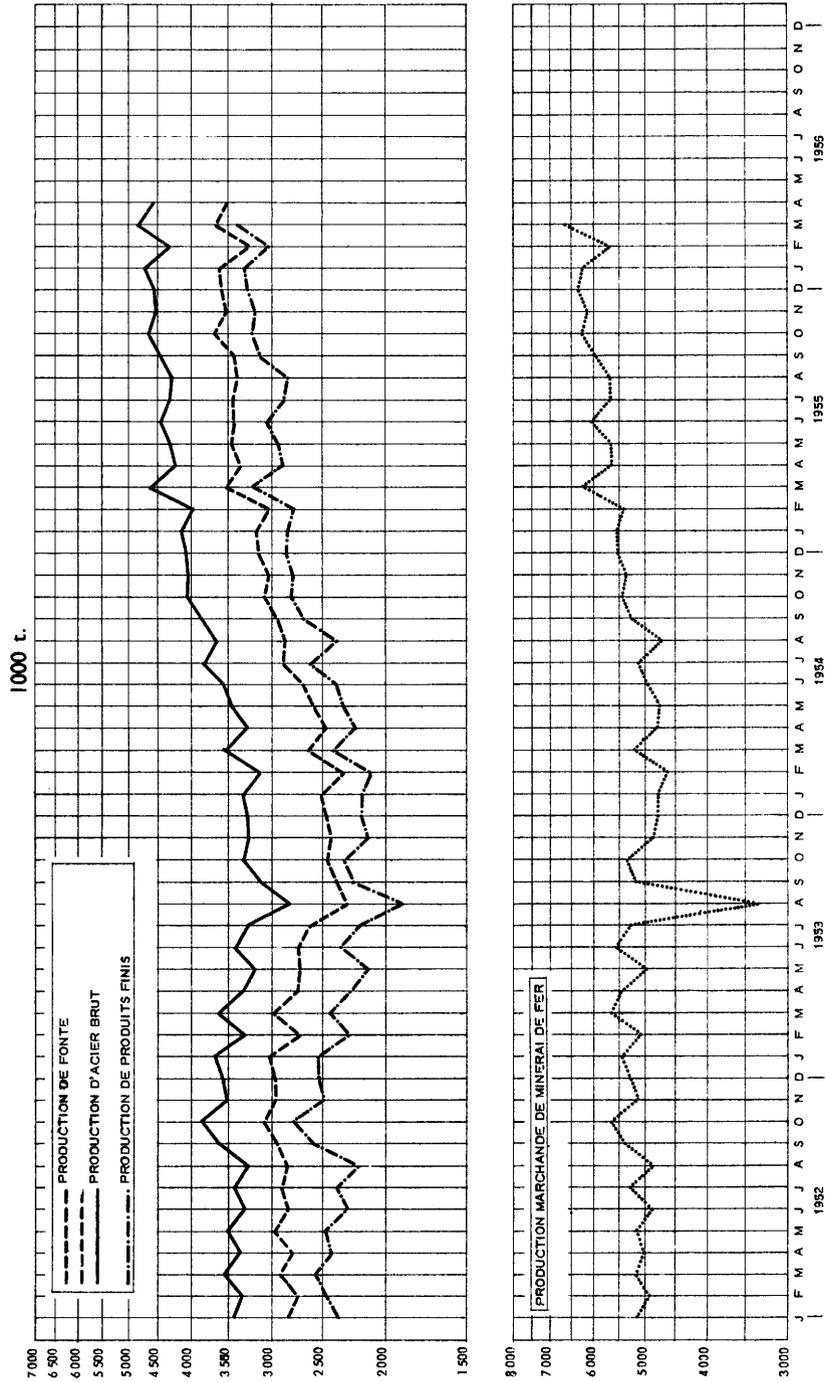
LIVRAISONS DE HOUILLE, COKE DE FOUR, AGGLOMERES, BRIQUETTES
ET SEMI-COKE DE LIGNITE
AUX CONSOMMATEURS DE LA COMMUNAUTE

1 000 t

Période	chemins de fer	navigation et soutes	centrales électriques	usines à gaz	industrie sidérurgique	autres industries	foyers domestiques et artisanat	divers	Berlin ouest	Total
MD 1952	1 752	255	1 782	1 023	3 630	4 142	4 466	245	324	17 617
MD 1953	1 609	198	1 710	992	3 179	4 047	4 376	257	339	16 697
MD 1954	1 560	172	1 783	968	3 230	4 264	4 831	238	271	17 318
MD 1955	1 549	171	1 840	998	3 941	4 567	5 147	222	322	18 755
1954 - I	1 660	175	2 545	945	3 113	4 159	4 828	225	214	17 864
II	1 598	146	1 829	856	2 917	3 951	5 198	180	203	16 968
III	1 666	221	2 005	948	3 026	4 427	4 613	294	252	17 451
IV	1 486	130	1 590	921	2 945	4 052	4 188	253	322	15 888
V	1 492	154	1 471	999	2 975	4 159	4 550	375	361	16 536
VI	1 496	152	1 527	932	3 033	4 075	4 387	205	260	16 070
VII	1 628	194	1 610	997	3 229	4 180	4 568	210	232	16 849
VIII	1 608	169	1 596	948	3 213	4 023	4 617	222	230	16 628
IX	1 643	177	1 691	1 012	3 344	4 428	5 096	217	288	17 898
X	1 498	173	1 674	942	3 591	4 516	5 337	188	305	18 227
XI	1 430	187	1 910	957	3 635	4 524	5 284	193	300	18 471
XII	1 460	182	1 903	1 134	3 708	4 647	5 270	201	272	18 778
1955 - I	1 415	166	1 711	1 008	3 915	4 455	5 480	203	250	18 602
II	1 477	167	1 633	847	3 636	4 231	4 841	232	345	17 408
III	1 594	201	1 809	1 007	4 146	4 680	5 528	275	369	19 609
IV	1 439	146	1 624	989	3 953	4 423	4 679	332	333	17 919
V	1 521	161	1 592	907	3 989	4 410	4 498	293	338	17 711
VI	1 483	163	1 784	977	3 845	4 475	4 777	198	314	18 016
VII	1 614	181	1 855	1 089	3 905	4 418	4 703	161	325	18 251
VIII	1 638	182	1 954	957	3 984	4 602	5 004	219	300	18 640
IX	1 644	159	1 988	1 084	3 995	4 763	5 184	232	302	19 253
X	1 592	193	2 148	978	3 990	4 817	5 570	168	351	19 806
XI	1 543	159	1 869	1 041	4 014	4 588	5 618	158	336	19 327
XII	1 627	176	2 208	1 089	4 164	4 937	5 877	186	296	20 562

II. SIDÉURGIE

SITUATION GENERALE DE L'ECONOMIE SIDERURGIQUE DE LA COMMUNAUTE



PRODUCTION MARCHANDE DE MINERAI DE FER DE LA COMMUNAUTE

1 000 t (réelles)

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	LUXEMBOURG	COMMUNAUTE
1951	11 160	84	35 136	576	5 664	52 080
1952	12 924	132	40 716	828	7 248	61 848
1953	10 385	100	42 444	978	7 169	61 076
1954	9 705	81	43 824	1 092	5 885	60 587
1955	11 381	106	50 321	1 382	7 392	70 582
1954 - I	735	4	3 535	69	440	4 783
II	675	5	3 470	63	408	4 621
III	821	6	3 816	82	465	5 190
IV	732	5	3 490	95	474	4 796
V	765	4	3 451	37	453	4 760
VI	808	5	3 594	93	470	4 971
VII	859	8	3 656	102	494	5 119
VIII	831	8	3 264	103	508	4 719
IX	840	8	3 786	110	505	5 248
X	867	10	3 981	104	524	5 486
XI	881	3	3 913	34	563	5 349
XII	891	10	3 968	95	581	5 545
1955 - I	851	9	4 048	86	559	5 553
II	885	9	3 919	78	536	5 426
III	1 010	10	4 514	98	612	6 244
IV	998	8	4 100	95	515	5 616
V	913	3	4 036	114	575	5 646
VI	922	7	4 335	117	647	6 028
VII	973	6	3 927	118	642	5 666
VIII	939	9	3 888	142	675	5 703
IX	973	11	4 176	139	691	5 989
X	987	10	4 463	145	648	6 253
XI	982	9	4 363	130	647	6 131
XII	998	10	4 553	121	645	6 327
1956 - I	1 008	11	4 524	102	600	6 245
II	922	3	4 174	93	496	5 693
III	1 055	13	4 780	134	680	6 662
IV						
V						
VI						
VII						
VIII						

PRODUCTION DE FONTE ET DE FERRO-ALLIAGES
DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE (a)

1000 t

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1952	12 877	4 775	9 772	2 550	1 143	3 076	539	34 732
1953	11 654	4 218	8 664	2 382	1 254	2 719	591	31 482
1954	12 512	4 561	8 830	2 499	1 298	2 801	610	33 111
1955 <i>p</i>	16 482	5 320	10 941	2 879	1 677	3 048	668	41 015
1954 - I	922	354	681	188	100	211	55	2 511
II	844	334	633	168	89	205	46	2 319
III	964	365	720	194	103	226	51	2 623
IV	900	354	674	181	90	219	49	2 467
V	943	370	696	194	116	218	48	2 585
VI	971	384	717	195	124	230	47	2 668
VII	1 100	373	751	218	132	247	49	2 870
VIII	1 131	396	683	221	127	245	54	2 857
IX	1 135	403	772	226	112	249	51	2 948
X	1 185	414	836	239	109	250	52	3 085
XI	1 201	394	820	232	94	246	51	3 038
XII	1 216	420	847	243	102	255	57	3 140
1955 - I	1 229	420	872	243	110	251	50	3 175
II	1 220	411	829	181	103	239	49	3 032
III	1 410	473	957	250	122	261	63	3 536
IV	1 326	450	914	227	146	234	59	3 356
V	1 372	448	943	246	166	244	59	3 478
VI	1 377	436	915	242	163	257	58	3 448
VII	1 414	431	877	252	168	253	58	3 453
VIII	1 433	431	842	240	157	251	55	3 409
IX	1 401	457	889	242	140	260	54	3 443
X	1 454	436	964	254	139	269	53	3 569
XI	1 421	447	953	253	131	262	56	3 523
XII	1 425	480	936	249	132	267	54	3 593
1956 - I	1 470	480	977	251	130	254	54	3 616
II	1 339	431	844	224	118	250	48	3 254
III	1 473	486	971	258	144	286	55	3 673
IV <i>p</i>	1 408	466	942	245	150	272	52	3 535
V <i>p</i>	1 431	476	979	240	184	279	55	3 644
VI								
VII								
VIII								

p) Chiffres provisoires

a) Seulement ferro-alliages aux hauts-fourneaux

PRODUCTION D'ACIER BRUT ET DE FER AU PAQUET (a)
DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1952	15 806	5 098	10 867	2 923	3 535	3 002	695	41 816
1953	15 420	4 553	9 997	2 682	3 500	2 658	866	39 676
1954	17 435	4 994	10 627	2 805	4 207	2 828	929	43 825
1955	21 336	5 964	12 592	3 166	5 395	3 226	979	52 658
1954-I	1 301	382	814	211	334	201	81	3 324
II	1 203	373	781	191	311	202	71	3 137
III	1 363	411	834	228	341	227	79	3 533
IV	1 229	400	832	203	335	220	70	3 289
V	1 363	399	845	216	346	215	77	3 460
VI	1 406	427	880	219	332	232	71	3 567
VII	1 590	398	906	249	366	252	78	3 829
VIII	1 561	421	786	254	299	246	86	3 653
IX	1 556	437	933	253	355	258	72	3 864
X	1 614	448	994	265	396	256	80	4 053
XI	1 658	439	959	257	390	254	87	4 043
XII	1 596	461	1 012	259	402	265	77	4 072
1955-I	1 627	471	1 026	254	428	263	80	4 149
II	1 630	463	982	198	399	253	74	3 988
III	1 975	529	1 141	297	444	269	94	4 629
IV	1 662	499	1 062	257	437	244	77	4 238
V	1 698	476	1 067	262	472	252	76	4 303
VI	1 793	504	1 084	274	463	277	81	4 476
VII	1 806	459	964	274	469	259	86	4 316
VIII	1 871	486	920	267	404	269	92	4 299
IX	1 829	519	1 023	275	461	281	93	4 474
X	1 999	506	1 099	295	499	291	92	4 660
XI	1 858	505	1 085	272	461	280	98	4 549
XII	1 789	548	1 134	271	465	288	76	4 571
1956-I	1 945	543	1 112	293	465	269	89	4 706
II	1 799	498	1 014	256	427	269	83	4 346
III	1 978	567	1 153	285	470	300	86	4 839
IV p	1 835	529	1 111	267	475	283	84	4 584
V p	1 802	515	1 143	257	515	286	84	4 602
VI								
VII								

a) A partir de janvier 1955, y compris la production d'acier des fonderies d'acier indépendantes.
Pour l'Allemagne, France/Sarre et l'Italie celle-ci est déjà comprise dans les données des années précédentes.

p) Chiffres provisoires.

PRODUCTION DE PRODUITS FINIS DE LA COMMUNAUTE (a)

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE SARRE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1952	10 932	3 732	7 765	1 943	2 724	2 160	444	29 700
1953	9 962	3 396	6 862	1 806	2 460	1 904	575	26 965 ^b
1954	11 280	3 592	7 271	1 884	2 805	2 132	707	29 671
1955 ^{p)}	13 976	4 349	8 875	2 198	3 548	2 397	867	36 210
1954 - I	796	281	553	135	206	149	50	2 170
II	776	269	524	128	207	148	48	2 101
III	893	295	596	156	234	169	62	2 405
IV	807	278	562	139	215	159	54	2 214
V	881	274	572	143	223	159	58	2 310
VI	990	288	605	154	213	174	59	2 383
VII	1 038	262	632	168	252	193	60	2 605
VIII	986	287	501	168	184	190	52	2 368
IX	1 010	330	656	172	256	194	64	2 682
X	1 053	343	690	174	278	198	64	2 800
XI	1 079	325	664	165	270	192	68	2 763
XII	1 065	352	716	181	265	202	68	2 849
1955 - I	1 066	342	715	174	274	197	70	2 838
II	1 066	341	701	135	269	190	67	2 769
III	1 205	397	809	205	319	207	76	3 218
IV	1 073	360	739	174	291	189	69	2 895
V	1 105	343	743	176	303	183	74	2 927
VI	1 135	366	789	183	296	201	84	3 054
VII	1 165	294	676	190	297	193	52	2 867
VIII	1 214	355	586	186	232	192	72	2 837
IX	1 215	389	751	192	299	204	71	3 121
X	1 253	389	772	197	315	213	74	3 213
XI	1 237	368	773	196	325	205	74	3 178
XII	1 239	414	821	190	315	220	73	3 272
1956 - I	1 302	413	788	208	312	210	73	3 306
II	1 205	374	719	179	296	203	66	3 042
III	1 302	422	824	202	340	234	75	3 399
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								

a) Y compris Coils (produits finis) non relaminés dans la Communauté
b) Non compris Coils (produits finis)

PRODUCTION DE PRODUITS FINIS DE LA COMMUNAUTE PAR CATEGORIE DE PRODUITS (a)

1 000 t

Période	Matériel de voie	Profils lourds	Profils légers	Fil machine	Produits pour tubes	Feuillards	Tôles de 3 mm. et plus	Tôles de moins de 3mm	Coils (produits finis)	Total (b)
1952	1 440	2 712	10 176	2 844	2 136	2 328	4 284	3 780	.	29 700 c)
1953	1 497	2 603	8 691	2 478	1 512	2 039	4 523	3 615	.	26 958 c)
1954	1 108	2 739	9 381	3 156	1 254	2 571	4 424	4 966	70	29 669
1955	1 413	3 297	11 455	3 628	1 465	2 997	5 615	6 215	124	36 209
1954-I	93	183	669	243	86	180	344	369	4	2 171
II	83	197	643	224	78	185	331	360	3	2 104
III	78	212	768	263	88	207	367	413	8	2 404
IV	73	208	698	246	98	194	318	378	5	2 218
V	86	213	725	246	109	195	335	398	6	2 213
VI	87	228	753	255	114	201	345	395	8	2 386
VII	102	263	822	268	118	221	374	426	8	2 602
VIII	95	241	756	240	112	200	352	369	3	2 368
IX	112	241	846	287	112	246	388	447	6	2 685
X	106	248	899	300	110	236	422	472	7	2 800
XI	98	250	874	288	113	252	421	463	5	2 764
XII	95	255	928	296	116	254	427	476	7	2 854
1955-I	96	244	916	296	120	250	436	481	4	2 843
II	113	242	877	279	114	240	414	487	6	2 772
III	127	296	1 012	324	136	272	484	559	5	3 215
IV	118	257	915	295	116	235	438	509	10	2 893
V	123	253	923	298	125	226	446	520	14	2 928
VI	123	281	952	298	126	254	468	541	14	3 057
VII	111	274	897	288	116	226	452	499	8	2 871
VIII	117	274	900	282	108	225	447	473	14	2 840
IX	118	287	987	322	119	251	490	539	14	3 127
X	119	301	1 014	323	125	263	512	537	15	3 209
XI	123	285	1 000	305	132	278	508	537	12	3 180
XII	125	303	1 049	317	127	278	520	542	12	3 273
1956-I	129	290	1 059	335	131	281	540	530	11	3 306
II	111	267	988	311	123	253	498	480	10	3 041
III	130	303	1 099	336	134	281	557	545	13	3 398
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										

a) Y compris Coils (produits finis) non relaminés dans la Communauté.

b) Les écarts dans les chiffres globaux, relatifs à la Communauté, tableaux XIII et XIV, proviennent des différences de groupement par pays au par qualité de produits.

c) Non compris coils (produits finis).

FONTES BRUTES, ACIER BRUT ET PRODUITS LAMINÉS
ÉCHANGES À L'INTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ

(Réceptions des pays de la Communauté en provenance d'autres pays de la Communauté)

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE (R.F.)	BELGIQUE (a)	FRANCE/SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
1952	799,2	832,8	22,8	313,2	33,6	756,0	2 757,6
1953	1 047,4	680,3	108,5	385,3	31,0	901,0	3 153,5
1954	1 676,2	756,2	474,3	465,6	32,0	1 051,1	4 455,4
1955	2 548,4	840,8	794,0	356,0	213,5	1 289,7	6 042,4
1954 - I	85,1	55,2	25,7	34,7	2,0	79,7	282,4
II	62,9	45,2	29,0	42,2	1,2	58,7	239,2
III	107,7	57,7	34,5	51,9	1,5	111,9	365,2
IV	121,0	49,4	33,9	52,5	2,5	87,0	346,3
V	137,9	49,9	37,4	33,8	2,9	86,6	348,5
VI	142,4	48,7	38,5	32,7	3,1	63,3	328,7
VII	161,3	52,5	37,2	33,0	3,6	72,1	359,7
VIII	145,9	69,1	42,5	41,9	3,1	90,1	392,6
IX	164,1	76,9	42,9	32,4	3,2	95,2	414,6
X	165,7	82,1	45,7	38,0	2,9	101,3	435,7
XI	182,1	82,4	57,4	40,1	2,5	99,5	464,0
XII	200,1	87,1	49,7	32,4	3,5	105,7	478,5
1955 - I	199,8	82,5	50,2	33,8	16,0	112,5	493,8
II	219,7	77,5	50,9	26,5	14,0	106,5	494,1
III	237,2	80,2	56,3	39,0	9,1	148,5	570,3
IV	215,2	70,6	60,5	27,8	10,9	117,8	502,8
V	196,5	50,4	61,6	44,9	17,5	98,3	469,2
VI	204,4	74,5	71,3	27,6	20,1	99,7	497,6
VII	203,9	55,4	71,6	24,4	19,3	120,1	493,7
VIII	200,5	57,6	70,3	26,9	20,5	96,8	472,6
IX	211,9	68,4	69,5	25,6	22,1	92,0	489,5
X	217,4	69,1	73,4	25,1	23,5	98,6	507,1
XI	218,3	70,6	71,6	25,8	20,1	99,1	505,5
XII	225,6	84,0	86,8	28,6	21,4	99,8	546,2
1956 - I	215,8	66,8	64,7	38,1	20,9	124,3	530,6
II	149,2	..	58,9	29,6	16,5	83,6	..
III							
IV							
V							
VI							
VII							
VIII							

a) Y compris les aciers alliés et l'acier fin au carbone, non ventilés par produits

FONTE BRUTE, ACIER BRUT ET PRODUITS LAMINES
IMPORTATIONS DES PAYS DE LA COMMUNAUTE EN PROVENANCE DE PAYS TIERS

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE (R.F.)	BELGIQUE (a)	FRANCE/SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1952	184,8	88,8	75,6	237,6	30,0	165,6	782,4
1953	202,9	106,5	98,5	331,9	6,2	174,6	920,6
1954	213,3	148,8	39,7	414,6	7,4	140,5	964,3
1955	390,4	217,7	42,4	547,0	6,6	290,7	1 494,8
1954 - I	8,0	5,5	3,3	33,9	-	9,6	60,3
II	9,8	10,6	3,2	39,7	0,2	11,5	75,0
III	15,1	12,5	4,3	41,4	0,5	11,5	85,3
IV	15,6	10,6	2,8	23,9	0,2	3,9	57,0
V	18,0	8,4	4,6	28,9	0,3	14,0	74,2
VI	15,1	10,6	2,5	27,2	0,2	12,5	68,1
VII	16,2	10,4	1,8	31,9	0,2	13,4	73,9
VIII	21,3	17,8	2,5	21,9	1,2	10,2	74,9
IX	22,3	10,2	2,6	38,4	0,6	13,3	87,4
X	20,5	18,0	3,5	34,9	1,5	12,6	91,0
XI	24,1	16,9	5,3	43,5	0,5	13,8	104,1
XII	27,3	17,3	3,3	49,0	2,0	14,2	113,1
1955 - I	20,5	9,6	2,0	53,2	0,2	14,7	100,2
II	27,2	15,7	2,7	44,4	2,1	16,6	108,7
III	22,8	16,6	3,2	54,2	0,2	36,6	133,6
IV	24,3	18,3	2,3	45,2	1,2	21,8	113,1
V	31,9	16,8	3,9	44,6	0,2	19,2	116,6
VI	37,7	25,2	5,7	40,3	0,2	32,6	141,7
VII	40,4	12,2	7,3	38,7	0,0	42,6	141,2
VIII	32,3	22,7	2,4	50,0	0,2	22,0	129,6
IX	28,1	23,5	2,7	48,8	0,2	22,7	126,0
X	35,1	15,7	3,9	47,3	0,2	13,9	116,1
XI	43,5	21,1	4,0	34,0	1,8	28,6	133,0
XII	46,6	20,3	2,3	46,3	0,1	19,4	135,0
1956 - I	51,6	30,6	2,0	34,8	0,2	20,5	139,7
II	40,6	13,8	2,7	27,9	1,4	15,3	101,7
III							
IV							
V							
VI							
VII							
VIII							

a) Y compris les aciers alliés et l'acier fin au carbone, non ventilés par produits

FONTE BRUTE, ACIER BRUT ET PRODUITS LAMINES
EXPORTATIONS DES PAYS DE LA COMMUNAUTE VERS DES PAYS TIERS

1 000 t

PERIODE	ALLEMAGNE (R.F.)	BELGIQUE a)	FRANCE/SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1952	1 222,8	1 908,0	2 019,6	21,6	1 233,6	237,6	6 643,2
1953	1 053,6	1 688,3	2 361,5	68,7	1 103,8	310,3	6 586,2
1954	1 439,3	1 706,8	2 129,5	84,4	898,0	311,0	6 569,0
1955	1 449,6	1 895,3	2 984,0	141,7	952,6	381,5	7 794,7
1954 - I	103,3	128,1	170,9	1,7	50,0	33,8	487,8
II	71,2	140,3	165,1	1,0	64,5	22,8	464,9
III	152,6	129,0	164,3	1,5	55,0	25,6	528,0
IV	116,4	142,1	175,9	1,4	59,3	20,0	515,1
V	154,5	135,3	164,2	2,6	77,5	21,1	555,2
VI	138,9	159,9	183,7	14,3	85,9	33,9	616,6
VII	125,5	118,6	146,8	4,2	95,7	25,6	516,4
VIII	127,4	126,8	163,7	10,9	92,9	27,0	548,7
IX	101,7	149,1	169,1	11,8	88,4	17,7	537,8
X	100,0	165,4	198,7	12,9	72,1	19,4	568,5
XI	114,9	136,8	223,4	14,3	71,2	41,4	602,0
XII	132,9	175,4	203,7	7,8	85,5	22,7	628,0
1955 - I	86,9	147,4	212,3	12,2	69,2	22,4	550,4
II	109,9	156,8	244,6	11,6	74,9	22,3	620,1
III	116,6	176,5	233,9	5,4	74,5	33,6	640,5
IV	115,9	174,8	310,8	10,6	74,9	31,5	718,5
V	138,8	147,4	241,1	10,6	78,3	32,8	649,0
VI	116,7	171,6	249,6	17,9	70,5	27,1	653,4
VII	109,7	100,7	190,9	13,5	69,6	46,2	530,6
VIII	113,9	157,2	230,8	10,9	86,9	33,8	633,5
IX	125,8	160,2	223,3	16,0	85,2	17,2	627,7
X	121,3	174,7	252,0	9,6	88,3	41,8	687,7
XI	132,9	146,4	236,4	13,9	77,6	43,3	650,5
XII	161,2	171,6	358,3	9,5	102,7	29,5	832,8
1956 - I	128,4	177,0	228,7	13,7	77,9	31,8	657,5
II	127,6	167,7	212,1	24,1	82,0	19,0	632,5
III							
IV							
V							
VI							
VII							
VIII							

a) Y compris les aciers alliés et l'acier fin au carbone, non ventilés par produits

MINERAI DE FER
RECEPTIONS EN PROVENANCE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE

1 000 t (réelles)

PERIODE	PAYS DE RECEPTION						
	ALLEMAGNE (R.F.)	BELGIQUE	FRANCE/SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1952	769,2	7 050,0	54,0	1,2	3 805,2	129,6	11 809,2
1953	654,6	6 793,4	676,2	0,9	4 022,8	182,3	12 330,2
1954	346,4	7 003,1	80,7	1,2	4 686,5	165,5	12 283,4
1955	789,6	8 477,1	61,1	2,8	5 085,0	129,8	14 545,4
1954 - I	33,7	506,6	4,7	-	346,5	15,8	907,3
II	26,0	543,9	6,4	-	378,2	6,2	960,7
III	57,6	508,7	4,9	-	415,8	28,6	1 015,6
IV	47,1	542,2	6,8	0,1	376,2	4,5	976,9
V	44,7	545,1	9,2	0,0	379,9	16,1	995,0
VI	19,0	528,9	4,6	0,1	404,4	7,7	964,7
VII	27,0	597,6	10,1	0,1	395,5	6,0	1 036,3
VIII	29,2	697,3	9,4	0,1	386,7	20,4	1 143,1
IX	19,3	649,7	6,3	0,1	386,8	11,4	1 073,6
X	11,3	614,9	7,6	0,1	405,4	6,5	1 045,8
XI	13,6	607,0	5,6	0,1	399,6	20,3	1 046,2
XII	17,9	661,2	5,1	0,5	411,5	22,0	1 118,2
1955 - I	44,4	622,5	1,9	0,2	411,3	9,1	1 089,4
II	58,2	629,8	2,7	0,1	401,7	11,7	1 104,2
III	56,1	745,5	2,1	0,2	449,6	15,2	1 268,7
IV	54,4	750,8	1,4	0,1	392,2	9,4	1 208,3
V	65,2	704,5	1,0	0,2	403,1	5,8	1 179,8
VI	82,3	727,2	2,7	0,5	412,1	19,5	1 244,3
VII	64,2	690,8	5,4	0,3	405,1	6,6	1 172,4
VIII	70,2	717,6	8,9	0,2	438,5	3,1	1 238,5
IX	65,1	741,2	2,9	0,3	428,3	9,2	1 247,0
X	68,1	694,0	9,7	0,2	468,3	20,3	1 260,6
XI	75,3	692,4	10,9	0,3	445,0	13,0	1 236,9
XII	86,1	760,8	11,5	0,2	429,8	6,9	1 295,3
1956 - I	90,8	715,1	8,8	0,8	416,1	14,5	1 246,1
II	57,3	675,5	7,1	1,2	402,7	6,3	1 150,1
III							
IV							
V							
VI							
VII							
VIII							

MINERAI DE FER
IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE PAYS TIERS

1 000 t (réelles)

PERIODE	PAYS DE RECEPTION						
	ALLEMAGNE (R.F.)	BELGIQUE	FRANCE/SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTE
1952	8 871,6	1 969,2	382,8	694,8	526,8	1 051,2	13 496,4
1953	9 382,7	2 215,7	291,0	732,7	527,6	1 085,0	14 234,7
1954	8 398,0	2 279,8	228,6	669,2	52,9	954,1	12 582,6
1955	13 524,5	2 621,7	492,4	884,0	57,2	929,5	18 509,3
1954 - I	472,4	142,1	16,4	63,0	14,2	72,8	780,9
II	317,4	147,1	16,8	13,0	13,4	92,2	599,9
III	504,4	194,5	22,7	82,0	11,4	117,5	932,5
IV	617,8	159,4	15,6	89,4	-	48,2	930,4
V	570,0	166,9	8,5	70,6	-	118,5	934,5
VI	633,2	183,8	11,3	97,2	-	67,3	992,8
VII	819,1	205,9	14,1	53,3	-	56,4	1 148,8
VIII	902,5	258,5	35,8	13,6	-	110,9	1 321,3
IX	943,1	247,0	11,3	51,4	2,1	70,1	1 325,0
X	977,5	209,5	29,3	50,2	3,4	48,4	1 318,3
XI	874,9	210,6	18,1	58,3	4,2	58,0	1 224,1
XII	765,7	154,5	28,7	27,2	4 2	93,8	1 074,1
1955 - I	638,9	241,6	33,1	16,1	6,7	98,0	1 034,4
II	948,7	169,5	24,7	64,0	3,4	37,1	1 247,4
III	940,0	182,4	32,1	24,2	5,0	75,6	1 259,3
IV	1 054,0	215,6	34,3	60,6	5,2	33,1	1 402,8
V	1 019,5	253,3	50,5	40,9	5,0	68,7	1 437,9
VI	1 315,3	188,6	54,8	41,5	4,2	72,9	1 677,3
VII	1 419,5	186,3	48,1	154,9	3,4	74,7	1 886,9
VIII	1 377,7	288,0	39,1	109,2	5,0	98,0	1 917,0
IX	1 362,0	263,7	41,8	61,7	6,7	68,1	1 804,0
X	1 301,1	232,9	35,0	125,5	5,0	122,2	1 821,7
XI	1 013,9	217,5	42,5	40,9	4,2	137,8	1 456,8
XII	1 133,9	182,3	56,4	144,5	3,4	43,3	1 563,8
1956 - I	1 374,6	175,8	35,1	80,1	5,9	126,5	1 798,0
II	614,6	222,6	39,7	98,4	5,0	65,9	1 046,2
III							
IV							
V							
VI							
VII							
VIII							